



LA DÉSINFORMATION EN SCIENCE DANS LE CONTEXTE DE LA COVID-19

Christopher Dornan

JUIN 2020



Le Forum des politiques publiques (FPP) rassemble différents participants au processus d'élaboration des politiques. Il leur offre une tribune pour examiner des questions et apporter de nouveaux points de vue et de nouvelles idées dans le débat sur les politiques. Nous croyons que l'élaboration de bonnes politiques est essentielle à la création d'un Canada meilleur – un pays cohésif, prospère et sûr.

1400 - 130 rue Albert
Ottawa, ON, Canada, K1P 5G4
Tél : 613.238.7858
www.ppforum.ca/fr @ppforumca

© 2020, Forum des politiques publiques

ISBN: 978-1-77452-011-6

TABLE DES MATIÈRES

Merci à nos partenaires.....	4
À propos de l'auteur.....	5
Résumé	6
La désinformation en science dans le contexte de la COVID-19.....	7
Le défi de la confiance.....	8
Les enjeux.....	10
Perception de la science par le public.....	10
Confusion liée au coronavirus.....	11
Un pas vers le Mal.....	14
La faute au Canada.....	15
Un monde de conspirations.....	17
Des amateurs ignorants	19
Liberté d'expression et diffusion d'informations fiables.....	22
De l'utilité de l'anticonformisme.....	24
Faits et valeurs.....	25
L'homme derrière le masque.....	27
Une guerre sans fin.....	32
Bibliographie.....	34

MERCI À NOS PARTENAIRES

Johnson & Johnson

FAMILY OF COMPANIES IN CANADA



Health
Canada Santé
Canada



Stay informed with CIHI's
COVID-19 resources web page



Canadian Institute
for Health Information
Institut canadien
d'information sur la santé

À PROPOS DE L'AUTEUR

CHRISTOPHER DORNAN

Christopher Dornan enseigne à l'Université Carleton où il a été directeur de la School of Journalism and Communication pendant neuf ans et du Arthur Kroeger College of Public Affairs pendant six ans.

Il possède un baccalauréat en journalisme de l'Université Carleton, une maîtrise en histoire et philosophie des sciences de l'Université de Cambridge et un doctorat en communication de l'Université McGill. Il a enseigné à l'Université Cornell durant deux ans avant de se joindre au corps professoral de l'Université Carleton en 1987.

M. Dornan a travaillé comme reporter pour l'Edmonton Journal, comme rédacteur et éditorialiste pour l'Ottawa Citizen, et comme chroniqueur pour The Globe and Mail et la radio de CBC. En 2006, il a été professeur invité à la Danish School of Journalism et à l'Université d'Aarhus dans le cadre du programme Erasmus Mundus.

Ses travaux universitaires ont été publiés, entre autres, dans les revues Critical Studies in Communication, Canadian Medical Association Journal, Topia, Journalism Studies et Media Studies Journal, en plus de figurer dans les rapports de recherche de la Commission royale sur la réforme électorale et le financement des partis.

M. Dornan est le codirecteur (aux côtés de Jon Pammett) de l'ouvrage à paraître The Canadian Federal Election of 2019 (McGill-Queen's Press), tout comme des six volumes précédents de la série.

Il a été l'un des principaux auteurs et réviseur des deux volumes de l'Examen de l'aérospatiale (le rapport Emerson) mandaté par le gouvernement et publié en 2012, du Cadre de la politique spatiale de l'Agence spatiale canadienne publié en 2014, ainsi que du rapport du Forum des politiques publiques sur l'état des médias d'information au Canada, Le miroir éclaté : nouvelles, démocratie et confiance dans l'ère numérique, publié en 2016.

Ses plus récents travaux comprennent le document de réflexion [Dezinformatsiya : le passé, le présent et l'avenir des « fausses nouvelles » \(2017\)](#), rédigé pour la Commission canadienne pour l'UNESCO, et [How to Navigate an Information Media Environment Awash in Manipulation, Falsehood, Hysteria, Vitriol, Hyper-Partisan Deceit and Pernicious Algorithms: A Guide for the Conscientious Citizen](#), rédigé pour le Comité canadien pour la liberté de la presse et la Commission canadienne pour l'UNESCO.

Il préside le conseil d'administration des magazines Reader's Digest (Canada).



RÉSUMÉ

L'avènement des médias sociaux a accordé au public une liberté d'expression et de rassemblement virtuel qui a transformé la société contemporaine. En ce faisant, l'environnement médiatique du XXI^e siècle a aussi donné libre voie à l'extrémisme informationnel et à la désinformation de toutes sortes, de la plus comique à la plus outrageuse. Dans le présent rapport, Christopher Dornan se penche sur un aspect particulier du trouble informationnel, soit le contenu qui fait siennes les caractéristiques de la science dans le but de faire de la propagande antiscientifique.

Il avance que la désinformation en science représente un genre de fausseté particulièrement préoccupante puisqu'elle constitue une attaque à la rationalité et, par conséquent, à la base même de politiques publiques éclairées et de la bonne gouvernance. La pandémie de la COVID-19 constitue une étude de cas pour étudier des occurrences précises de désinformation en science, ses voies de diffusion et les dangers qu'elle représente pour le bien public.

L'auteur affirme que depuis longtemps, le grand public peine à comprendre la science, et bien que la fascination pour la pseudoscience soit plus vieille que les médias sociaux, les algorithmes à la base de ce nouvel environnement médiatique récompensent des contenus de plus en plus révoltants.

Il analyse différents types de désinformation relative à la COVID-19 en fonction des dommages que ceux-ci peuvent causer, et il examine la responsabilité des médias d'information traditionnels et des plateformes de médias sociaux en temps de crise. À partir de quel moment la publication de perspectives anticonformistes, considérée comme une contribution utile et juste en temps normal, constitue-t-elle un danger pour le public?

Certes, le scepticisme à l'égard de la science a pris de l'ampleur bien avant la pandémie, mais récemment, il semble avoir adopté un accent politique. Qu'il soit question de changements climatiques, de vaccins ou de COVID-19, certains partisans de la droite semblent tout à fait à l'aise de faire fi du consensus scientifique dès qu'il contredit leurs valeurs politiques.

En conclusion, pour aller à l'encontre de ces tendances, le rapport propose : (1) de multiplier les efforts pour presser les entreprises des médias sociaux d'assumer leurs responsabilités publiques; (2) de mieux comprendre pourquoi le scepticisme à l'égard des sciences semble cadrer avec la droite politique; (3) d'approfondir nos connaissances sur la façon dont la désinformation en science utilise les médias sociaux à son avantage et (4) de s'engager à mettre en place une campagne persuasive et continue d'éducation publique afin de contrer les dommages sociaux causés par la désinformation en science.



LA DÉSINFORMATION EN SCIENCE DANS LE CONTEXTE DE LA COVID-19

Au cours des premiers mois de l'année 2020, alors que la menace COVID-19 devenait manifeste, les actions des États-nations et le comportement de populations tout entières ont convergé vers un seul objectif. Les uns après les autres, les gouvernements ont institué des mesures pour maîtriser la contagion, et ils l'ont fait sur autorité de la science. Dans le monde entier – et pour la première fois dans l'histoire de l'humanité –, les scientifiques avaient la responsabilité de déterminer la manière dont les sociétés devaient se comporter. Non pas les généraux ou les banquiers, non pas les avocats ou les prêtres, non pas les industriels ou les spéculateurs, ni même les classes politiques, mais bien les virologues, les épidémiologistes et les spécialistes des maladies infectieuses.

La crise est née de la nature – un coronavirus inédit et dangereux, extrêmement contagieux, contre lequel aucun individu sur la planète n'avait encore d'immunité –, mais la mobilisation mondiale pour répondre à cette crise, un exercice sans précédent en matière de contrôle social, a été lancée sur l'insistance des empiristes en médecine. À mesure qu'ils suivaient la propagation du virus à Wuhan, son point d'origine, et qu'ils voyaient comment ce virus rendait malade et tuait les personnes qui le contractaient, ils ont compris qu'il constituait une menace sanitaire mondiale. S'il n'était pas maîtrisé, il pourrait s'étendre sur toute la planète, infectant des centaines de millions de personnes. S'il n'était pas surveillé, il pourrait submerger les capacités aussi bien des hôpitaux que des morgues, plonger dans la détresse un nombre incalculable de vies et dévaster les économies nationales et le tissu social.

Faute de solution biologique – un vaccin ou un traitement antiviral efficace –, les seules mesures pour atténuer la crise étaient d'ordre social : modifier l'espace public, déformer les interactions publiques et bouleverser les routines du quotidien de manière à inhiber la transmission du microbe. Il fallait apprendre à la population à se laver fréquemment les mains et à ne pas se toucher le visage. Se serrer la main – ce geste cordial des plus ordinaires dans les sociétés occidentales – devait être banni du jour au lendemain. Les écoles devaient fermer, les rassemblements publics être interdits et les entreprises baisser le rideau. Il fallait sommer les individus de se confiner chez eux et de respecter une certaine distance les uns des autres lors des rares occasions où ils s'autorisaient à s'aventurer dehors.

Pour que ces mesures restrictives puissent être efficaces, elles devaient s'appliquer sans distinction à toutes les personnes non jugées essentielles au maintien de l'ordre social (les travailleurs dits de première ligne : depuis le personnel médical jusqu'aux auxiliaires de vie intervenant auprès des personnes âgées, en passant par les chauffeurs routiers, les équipes d'intervention sur les réseaux électriques ou encore le personnel de caisse des supermarchés, qui devaient tous prendre des précautions méticuleuses pour ne pas attraper ou transmettre la maladie), sous peine de mettre en danger la population dans son intégralité. Comme le disait John M. Barry, auteur de *The Great Influenza, a history of the 1918 pandemic*, trois ans avant l'apparition de la COVID-19, « l'efficacité de ce type de mesures dépendra de leur observance par la population, et il faudra que la population ait confiance en ce qu'on lui dira. »

LE DÉFI DE LA CONFIANCE

Pour être gérée avec succès, cette urgence sanitaire mondiale provoquée par le coronavirus devait donc transcender la politique. La restructuration à grande échelle des comportements humains, même si elle ne devait être que temporaire, ne pouvait pas être imposée contre la volonté des individus mêmes dont le comportement conditionnait les mesures de protection. Chacun étant vulnérable face à l'infection et chaque personne infectée étant contagieuse, il fallait convaincre tout un chacun de respecter les protocoles. Cela devait passer par une campagne massive de sensibilisation et de persuasion du public. Les élections nationales constituent elles aussi des périodes d'actions de grande envergure, soigneusement planifiées, pour influencer les actes de la population, mais il s'agit là d'efforts intrinsèquement et nécessairement clivants : ils visent à répartir les citoyens dans les différents camps de l'échiquier politique. Face à cette pandémie, il était essentiel que la population soit unie dans une cause commune et fasse confiance aux autorités de santé publique. Cela nécessitait des messages parfaitement limpides sur ce que chacun devait faire, assortis d'explications convaincantes sur le pourquoi, tout comme – ce qui n'est pas moins important – un appel au devoir civique et de la prévenance envers les autres. Les ennemis de ces efforts pour gérer la crise étaient l'ignorance et l'égoïsme.

Étant donné que la progression de la maladie changeait jour après jour et d'une localité à une autre et que la compréhension clinique du fonctionnement de la maladie et de sa façon d'attaquer l'organisme évoluait également à une vitesse alarmante, il s'avérait passablement compliqué de tenir un public angoissé informé sur ce que l'on savait de façon fiable, de maîtriser la réponse sociale et de maintenir le calme. Mais la campagne de communication sanitaire devait également ferrailer contre un bouillonnement incessant de désinformation qui semait, délibérément ou accidentellement, de la confusion dans la population. Qu'elle soit malveillante par nature ou simplement malavisée, la désinformation vise à convaincre les individus de ne pas croire ce que leur disent les sources officielles, les experts en la matière ou les médias responsables guidés par la corroboration et la vérification des informations. La désinformation a pour effet d'affaiblir l'influence des organismes chargés de fournir au public des informations dignes de confiance ou, tout du moins, de leur compliquer la tâche.

La désinformation était passée à un stade supérieur lors de l'élection présidentielle de 2016 aux États-Unis, avec la circulation de mensonges caractérisés dans les médias sociaux visant à favoriser la candidature de Donald Trump et à discréditer les médias d'information responsables. Il est apparu que les manœuvres autour de l'information ont constitué une sorte de pouvoir de velours malveillant employé par certains acteurs étrangers – notamment le Kremlin – pour fragiliser les démocraties occidentales, en fomentant habilement le mécontentement. L'objectif de la désinformation consistait ainsi à semer la confusion et la méfiance, à exacerber les divisions, à attiser les hostilités internes et donc à provoquer une crise de la légitimité par laquelle les institutions civiques fondamentales deviendraient incapables d'inspirer suffisamment de confiance publique.

Les dangers que représente la désinformation délibérée – notamment autour des élections, lorsque ce que pense et décide un si grand nombre d'individus a autant de conséquences – ont poussé les nations occidentales à adopter diverses mesures pour se prémunir contre cette menace. Preuve que le Canada a pris cette menace très au sérieux : à l'approche des élections fédérales de 2019, le gouvernement a créé le Protocole public en cas d'incident électoral majeur, conçu pour informer le public en cas d'atteinte grave à l'intégrité des élections. Il a créé le Groupe de travail sur les menaces en matière de sécurité et de renseignements visant les élections, qui rassemble le Service canadien du renseignement de sécurité, le Centre de la sécurité des télécommunications,



Il n'est donc pas étonnant que la désinformation autour du coronavirus ait proliféré. Les rouages de la méfiance étaient déjà en place et parfaitement huilés.

la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et Affaires mondiales Canada, dans le but de mieux faire connaître les menaces qui pèsent sur le processus électoral, et une équipe chargée d'enquêter sur l'ingérence d'acteurs étrangers a également été constituée au sein de la GRC. Le gouvernement du Canada a aussi joué un rôle de chef de file dans le Mécanisme de réponse rapide du G7, en coordonnant la surveillance et l'analyse des menaces qui pèsent sur les démocraties du G7.

Les contenus propagandistes sournois et insidieux de la chaîne câblée russe RT (anciennement Russia Today) et de l'agence de presse Sputnik, ainsi que la puissance de désinformation des usines à trolls russes, sont une réalité. Mais si l'objectif consiste

à monter des citoyens en colère les uns contre les autres, leurs efforts aux États-Unis ne sont qu'une pierre de plus dans un écosystème médiatique florissant de médias hyperpartisans qui se consacrent à attiser la colère de leur public contre leurs ennemis idéologiques – c'est-à-dire, leurs propres concitoyens. Au sommet de cet empire d'animosités figure Fox News, pour qui « les faits » sont une matière malléable au service de l'affirmation perpétuelle d'une vision triomphaliste. Mais Fox News n'est que l'exemple le plus voyant, dans ce courant de véhémence politique qui a aussi très largement cours dans les débats radiophoniques aux États-Unis et qui prolifère sur les sites numériques « d'informations politiques » tels que Breitbart, le Gateway Pundit, le Daily Wire, InfoWars et bien d'autres encore.

C'est là que pseudo-sciences et théories complotistes infondées se mêlent à la calomnie politique. Dans le monde que ces sites décrivent, les fusillades en milieu scolaire sont des canulars inventés par l'État pour donner un prétexte au contrôle des armes à feu, la manipulation des conditions météorologiques constitue désormais une arme militaire, les attentats du 11 septembre contre le World Trade Center ont été montés de l'intérieur, les vaccins provoquent l'autisme, le changement climatique est un mythe, les traînées de condensation laissées par les avions à réaction sont en fait des agents chimiques et biologiques déversés par des organismes gouvernementaux à des fins de manipulation psychologique et un funeste « État dans l'État », qui n'a de comptes à rendre à personne, est à l'œuvre pour déposséder les citoyens de leur liberté de pensée et régenter leur comportement. Parallèlement à cela, les endroits les plus reclus d'Internet – les subreddits, Gab, les babillards électroniques et les messageries instantanées comme 4-chan, 8kun, Telegram et Discord – bouillonnent d'une ferveur encore plus exaltée, qui fait parfois bruyamment irruption sur la scène publique afin d'attirer l'attention.

Outre une partisanerie hystérique, les principales caractéristiques de cette sphère du discours public sont la méfiance envers l'autorité établie, le rejet des supposés « experts », un réflexe paranoïaque à voir des intentions complotistes partout et une inclination à adhérer aux pseudo-sciences. Il n'est donc pas étonnant que la désinformation autour du coronavirus ait proliféré. Les rouages de la méfiance étaient déjà en place et parfaitement huilés.

LES ENJEUX

Lorsque des mensonges circulent dans la sphère politique, cela est regrettable, mais cependant prévisible. La politique n'est après tout qu'un affrontement de points de vue contradictoires, une tentative de persuader l'électorat de voir les faits sous un certain jour. Le but est de prendre le pouvoir ou de le conserver, et la communication politique est simplement un moyen d'y parvenir. De tout temps, les politiciens et politiciennes ont exagéré, déformé la réalité, discrédité leurs adversaires. Le phénomène préoccupant de l'élection américaine de 2016 n'était pas tant la circulation de mensonges éhontés – le pape François n'a pas soutenu Donald Trump, par exemple – que les attaques stratégiques contre les médias d'information traditionnels qui mettaient en doute leur crédibilité.

L'objectif était ici de saper la légitimité des médias d'information et, ce faisant, de dénigrer l'idée que certains faits peuvent être connus indépendamment des convictions politiques des uns et des autres. Si l'on ne pouvait pas faire confiance aux médias pour fournir des informations fiables et impartiales, alors il n'existait aucun moyen de savoir quoi croire et aucun moyen rationnel de dissuader les électeurs de croire ce qu'ils voulaient. L'attaque contre le journalisme politique traditionnel, accusé de diffuser de fausses informations, est née des propos narquois tenus en 2004 par un haut conseiller de l'administration Bush, que l'on suppose être Karl Rove, au sujet de la « communauté fondée sur la réalité » (reality-based community). La « communauté fondée sur la réalité » désignait les personnes qui fondaient leur jugement sur les meilleures preuves disponibles et accordaient leur confiance à l'expertise scientifique et professionnelle – des personnes qui, comme l'avait dit avec sarcasme le conseiller de Bush, « croient trouver des solutions dans [...] l'étude réfléchie de la réalité tangible » – par opposition aux personnes qui voyaient la réalité comme le fruit d'une volonté politique et qui savaient que ce qui compte est ce que l'on peut faire croire aux gens.

Dans le cas de la désinformation sur le coronavirus, de la même manière, les différents mensonges qui ont déferlé dans les médias sociaux comportaient certainement des dangers, mais il était au moins possible de réfuter chaque affirmation erronée ou idée farfelue et d'y couper court. (Il n'est pas très difficile, par exemple, de dissuader les gens de boire de l'eau de Javel, peu importe qui a suggéré de désinfecter l'organisme de l'intérieur.) Le plus gros danger résidait dans l'accumulation des mensonges, qui ont non seulement pollué la communication d'informations sanitaires fiables, mais qui ont aussi conduit à rejeter les conseils et les raisonnements des autorités sanitaires elles-mêmes.

Dans cette période de danger collectif, la vraie menace pesait sur les fondements de politiques publiques solides pour faire face à la maladie, et c'est l'autorité même du rationalisme scientifique qui était en jeu.

PERCEPTION DE LA SCIENCE PAR LE PUBLIC

Notre société est bâtie sur la science. Nous devons presque intégralement notre façon de vivre à travers le monde – la condition de l'existence humaine – aux méthodes et aux découvertes de la recherche scientifique, à leur application technologique et à leur production industrielle. Tout ce qui nous fait vivre,



tous nos outils et nos jeux, sont nés de la connaissance des mécanismes naturels du monde animé et inanimé, découlant d'études empiriques et d'observations analytiques. Et pourtant, notre société est également éloignée de la science. Il n'est pas exagéré de dire que le public, de manière générale, ne comprend pas cette œuvre de l'intelligence humaine dont dépendent tant de choses. Il ne s'agit pas simplement de dire que les non-initiés ne saisissent pas toutes les arcanes de domaines de recherche spécialisés comme la mécanique quantique ou la biologie moléculaire (même des scientifiques experts dans un domaine sont souvent perdus dans d'autres disciplines), mais que les personnes qui ne sont pas des scientifiques ne comprennent pas clairement la nature de l'enquête scientifique elle-même, en grande partie car elles en ont reçu une image déformée.

La science est communément perçue comme une voie vers la certitude, comme un savoir qui ne peut être remis en question, comme un moyen de révéler une réalité objective exempte de préjugé humain. Comme l'a lancé malicieusement l'astrophysicien Neil deGrasse Tyson en 2011 dans l'émission Real Time with Bill Maher, pour répondre aux invités d'un précédent épisode qui ne croyaient ni à l'évolution ni au changement climatique, « la bonne chose avec la science, c'est que c'est vrai, que l'on y croie ou pas ». C'est une remarque habile, qui reflète sans nul doute l'idée que la science repose sur des preuves et non sur des dogmes religieux ou politiques, mais elle décrit cependant la science comme le berceau de vérités incontestables, alors qu'en fait c'est tout le contraire.

La caractéristique cruciale des découvertes scientifiques, contrairement aux dogmes religieux, est précisément leur faillibilité. Rien dans la science n'est jamais absolument certain. La science consiste en des explications du monde naturel qui sont en permanence controversées, ajustées, réécrites, renversées. Aussi fortes que soient aujourd'hui nos certitudes scientifiques, dans un siècle elles sembleront aussi partielles et préliminaires que nous apparaissent actuellement les éléments scientifiques du siècle passé, si elles ne se révèlent pas complètement fausses. Ainsi, la bonne chose avec la science, ce n'est pas qu'elle est vraie, mais qu'elle est susceptible d'être révisée. Il serait plus exact de dire, pour reprendre le titre de l'album de la troupe de comiques Firesign Theatre sorti en 1974, « Tout ce que vous savez est faux » (« Everything You Know Is Wrong »). Les découvertes de la science ne sont pas « vraies », elles sont suffisamment fiables pour être utiles, ce qui n'est pas la même chose.

Ce qui rend la science fiable, ou aussi fiable que possible, ce sont ses procédures institutionnalisées de contestation. Chaque évaluation par les pairs est réalisée avec un œil sceptique. Chaque nouvel éclairage remet en question de précédentes connaissances. La science et la politique démocratique ont en commun d'être animées et en désaccord perpétuel.

CONFUSION LIÉE AU CORONAVIRUS

La non-appréciation de cet aspect de la démarche scientifique a entraîné une certaine confusion au sein du public ainsi qu'une dissidence parmi les experts lorsqu'au printemps 2020, des données clés sur la COVID-19 – comme son taux de contagion et sa létalité – ont été remises en doute, tandis que différents modèles de progression possible ou non de la maladie se contredisaient les uns les autres. On peut comprendre que le public ait soupçonné le monde scientifique de s'être trompé, alors qu'en fait il assistait au processus lent et

complexe de recherche de la vérité. Comme l'a déclaré au Guardian Carl Bergstrom, professeur de biologie à l'Université de Washington et coauteur de l'ouvrage à paraître *Calling Bullshit: The Art of Skepticism in a Data-Driven World*, « l'une des premières choses que l'on pourrait faire [dans les médias] pour avancer serait de reconnaître que les études scientifiques, en particulier dans une situation qui évolue si vite, sont provisoires. C'est la nature même de la science. Tout peut être corrigé. Il n'y a pas de vérité absolue. Chaque modèle, chaque découverte vient seulement s'ajouter au lot de preuves, dans une direction ou l'autre ».

À la fin du XXe siècle, la connaissance du monde qu'avait le public était dominée par ce que l'on appelait les médias de masse. À l'époque, on se plaignait régulièrement du peu d'attention que les médias d'information accordaient à la science et qui conduisait le public à s'en écarter. Lorsque les médias s'y intéressaient, c'était invariablement au sujet de grandes découvertes, faisant apparaître la science comme une série sans fin de percées intellectuelles. Il en résulte, comme l'a observé l'expert en communication Leon Trachtman, que « l'image publique de la science est souvent celle d'une force méthodique, impitoyable et irrésistible dans sa lutte logique et rationnelle pour résoudre les problèmes de l'humanité. Pour reprendre l'analogie de C.D. Darlington, on imagine la science comme un énorme rouleau compresseur "qui écrase ses problèmes les uns après les autres, avec une force régulière et inexorable" ». Il s'agit là d'une caricature naïve et irréaliste, comme l'ont révélé les efforts mondiaux pour comprendre la COVID-19.

Dans le même temps, des critiques, des éducateurs et d'éminents scientifiques se sont inquiétés du fait qu'un public tenu à l'écart de la science, et possiblement effrayé par celle-ci, pourrait être hostile à la recherche scientifique et à la technologie, tout en étant susceptible de succomber à l'attrait des pseudo-sciences. Des publications telles que *The Skeptical Inquirer* ainsi que des intellectuels comme Carl Sagan se sont insurgés contre la fascination du public pour les récits d'enlèvement par des extraterrestres, la perception extrasensorielle, le pouvoir curatif des cristaux, la régression aux vies antérieures, la télékinésie et les infestations de poltergeists – tout l'éventail de phénomènes paranormaux dont se moquait la troupe du Firesign Theatre dans *Everything You Know is Wrong*, et qu'on qualifierait aujourd'hui de désinformation.

Carl Sagan, malgré toute sa bonté, avait toutefois une certaine désobligeance à l'égard des personnes (qui avaient été) attirées par les pseudo-sciences. Car où est le mal de croire aux visiteurs extraterrestres, au plan astral ou au fait que Stonehenge soit une station de transmission de l'énergie psychique? Ces croyances peuvent apporter du réconfort, une part de mystère et donner un sens aux choses. La démocratie libérale nous promet la liberté de pensée. Nulle part il n'est écrit que tout le monde doit avoir une pensée rationnelle.

Pour ce qui est de la méfiance du public à l'égard de la science, il est sûrement prudent de garder une part de suspicion envers une force sociale qui a de telles conséquences. La recherche scientifique a rempli nos vies de produits et de capacités aussi extraordinaires que bénéfiques, mais l'application industrielle de la science a également entraîné son lot de malheurs et de dégâts. L'invention du plastique il y a plus d'un siècle, par exemple, a apporté des avantages inestimables, mais son usage excessif a aujourd'hui un coût considérable. La science elle-même se veut apolitique et ses recherches dépendantes seulement des preuves empiriques, pourtant les priorités de recherche sont incontestablement empreintes par les enjeux politiques. On trouve encore des personnes qui bricolent dans leur garage mais, dans leur grande



majorité, les recherches scientifiques sont menées dans les universités, dans le milieu militaire ou dans les laboratoires de R&D des grandes entreprises. La recherche universitaire peut être motivée uniquement par la curiosité intellectuelle, mais la recherche appliquée se fait dans l'intérêt du pouvoir et du profit.

Parallèlement, l'environnement médiatique du XXI^e siècle, marqué par l'ascension des plateformes de médias sociaux et l'éclipse des médias de masse traditionnels, a transformé la manière dont la science est présentée au public tout en fournissant aux adeptes de l'antiscience et des pseudo-sciences une plateforme mondiale sur laquelle exposer leurs points de vue et recruter des adhérents.

Internet a étendu la portée de revues scientifiques reconnues telles que Scientific American, New Scientist et Discover, tout en permettant aussi le développement d'une multitude de sites Web, de balados, de blogues et de chaînes YouTube de niche qui traitent du sujet de la science, tels que I Fucking Love Science, Space.com, Stat, Live Science, Neurologica et PLOS (the Public Library of Science). Mais toutes ces sources d'information scientifique s'adressent à une minorité déjà attentive aux avancées de la science. Comparons-les à la popularité d'une émission comme "Nos ancêtres les extraterrestres" (Ancient Aliens), qui raconte que les réalisations architecturales de l'Antiquité, comme les pyramides de Gizeh ou de l'empire maya, ont été construites grâce à l'aide technologique d'extraterrestres à l'intelligence supérieure. "Nos ancêtres les extraterrestres" en est actuellement à sa dixième année de diffusion sur la chaîne History.

Cette série est une insulte aux peuples qui ont bâti ces structures ainsi qu'aux disciplines de l'archéologie et de l'anthropologie. Il y a encore peu de temps, elle aurait été reléguée en marge des programmes culturels, comme exemple déconcertant d'une imagination débridée. Aujourd'hui, elle occupe un créneau de pointe sur une chaîne câblée soi-disant consacrée à l'histoire des sociétés humaines et diffusée à l'échelle d'un continent. C'est non seulement un exemple de pseudo-science mais aussi de faux journalisme : elle imite les conventions des séries télévisées documentaires légitimes – tournages en extérieur avec commentaires d'un « expert » en gros plan, le tout mis en forme par un narrateur omniscient – afin de dissimuler ses affirmations aberrantes sous un voile d'authenticité.

Il peut être amusant d'imaginer que l'histoire de l'humanité a été façonnée par l'intervention de formes de vie extraterrestre, tout comme les histoires de fantômes sont amusantes, mais si même de grandes chaînes de télévision se mettent à diffuser des émissions qui dénigrent ouvertement le travail de véritables experts, imaginez ce qui peut circuler dans les médias sociaux, où le succès, l'estime de soi et la validation se mesurent à l'attention reçue. Les médias sociaux encouragent l'extrémisme informatif, car l'échauffement créé par les polémiques et les propos virulents génère une réaction immédiate, tandis que leurs algorithmes dirigent les utilisateurs vers des contenus similaires. Vous avez cliqué sur ce lien qui explique que la Terre est plate? Peut-être serez-vous intéressé par cette publication expliquant que la Terre est creuse. Vous avez regardé cette vidéo expliquant que les atterrissages sur la Lune n'ont jamais eu lieu? En voici une qui explique que le Grand collisionneur de hadrons a été mis en place pour tenter d'ouvrir une brèche vers l'enfer.

UN PAS VERS LE MAL

Les médias sociaux regorgent de contenus pseudo-scientifiques mais, une fois encore, la plupart sont inoffensifs. Si vous voulez passer du temps à scruter les images de la NASA à la recherche de traces d'objets extraterrestres dans les ombres des formations rocheuses à la surface de Mars, pourquoi pas? Cependant, les médias sociaux ont aussi permis la formation de groupes relativement dangereux qui se renforcent mutuellement, des fanatiques antimusulmans aux extrémistes islamiques, des tenants de la suprématie blanche aux « incels » misogynes. Ici, la liberté d'expression promise par la démocratie libérale se heurte à l'impératif de se protéger du danger.

Avant la COVID-19, l'usage le plus répandu des médias sociaux pour diffuser de fausses informations scientifiques réellement dangereuses et mobiliser la population contre les autorités de santé publique était celui du mouvement antivaccination. La vaccination protège non seulement les personnes qui ont été vaccinées, mais aussi celles qui ne peuvent pas l'être, comme les nourrissons ou les personnes dont le système immunitaire est affaibli, par exemple les patients cancéreux sous chimiothérapie. Si la majeure partie de la population est immunisée contre un pathogène, celui-ci ne trouve pas d'hôtes, ne peut pas se répandre dans la communauté et n'a donc jamais de possibilité d'entrer en contact avec les personnes vulnérables. Le taux de vaccination nécessaire dépend de la maladie : pour que le vaccin antirougeoleux soit efficace, 90 % à 95 % de la population doit être vaccinée; pour la polio, maladie moins contagieuse, le taux varie entre 80 % et 85 %. Or, si suffisamment de personnes refusent d'être vaccinées, le pathogène peut trouver des moyens de se maintenir dans la population. Il peut se propager, devenir endémique. Le mouvement antivaccination est socialement dangereux, car il fait courir un risque non seulement aux personnes qui refusent la vaccination, mais aussi à celles qui, dans une société bienveillante, devraient bénéficier d'une protection maximale : les plus jeunes, les infirmes et les vulnérables.



Le scepticisme à l'égard des vaccins est une forme de résistance féroce à l'autorité publique, mais de nature très différente du militantisme malveillant. Les parents qui refusent de vacciner leurs enfants parce qu'ils croient véritablement que les vaccins sont dangereux se trompent, mais ils agissent par amour. Ils tentent simplement, bien qu'à tort, de protéger leurs enfants. Ils ne veulent de mal à personne, ils sont simplement irrationnels.

Voilà ce qui est en jeu lorsque de fausses informations dénigrant la science circulent librement. Lorsque l'on ignore ou que

La science n'est pas la voie vers la vérité absolue. C'est une manière d'aborder et d'appréhender le monde naturel. C'est un mode de pensée ou, plutôt, une manière d'organiser la pensée analytique.

PHOTO PAR ANNA SHVETS



l'on repousse des conclusions scientifiques, on rejette également les processus qui ont conduit à ces conclusions, et qui s'appellent la raison. La science n'est pas la voie vers la vérité absolue. C'est une manière d'aborder et d'appréhender le monde naturel. C'est un mode de pensée ou, plutôt, une manière d'organiser la pensée analytique. Elle définit ce qui constitue des preuves, la manière dont ces preuves doivent être évaluées et les conclusions qui sont par conséquent justifiées. Le mouvement antivaccination et les fans de "Nos ancêtres les extraterrestres" sont irrationnels, car ils refusent d'accepter les meilleures preuves disponibles et rejettent les principes du raisonnement logique qui guident l'évaluation et l'interprétation des preuves.

On peut donc agir selon ce qu'on croit être une attitude morale, comme les antivaccins, et être dans l'erreur, tout comme il est possible de comprendre les faits et de se comporter malgré tout de façon immorale. La science peut apporter des explications fiables sur le fonctionnement du monde naturel, mais ces connaissances en elles-mêmes n'indiquent pas ce qui doit en être fait.

Par exemple, le fait de bien comprendre les processus biologiques qui permettent au sperme humain de féconder un ovule et au zygote ainsi conçu de devenir un fœtus n'influe pratiquement pas sur le choix de défendre l'avortement en tant que droit de la femme ou de le condamner en tant que forme de meurtre. Dans le cas de l'apparition de la COVID-19, les virologues et les épidémiologistes ont pu parler avec assurance des dégâts que provoquerait la maladie et ont été à même de recommander des mesures pour limiter sa transmission et atténuer son impact, mais la décision de mettre en œuvre ces mesures est en fin de compte revenue au monde politique, suivant le principe qui voulait que la priorité morale soit de faire le maximum pour sauver des vies.

On pourrait imaginer une société différente, dans laquelle d'autres considérations se verraient accorder davantage d'attention. Mais en mai 2020, il n'a plus été nécessaire d'imaginer cette autre société hypothétique. Il s'est avéré que c'était les États-Unis d'Amérique.

LA FAUTE AU CANADA

Fin janvier, est apparue une histoire selon laquelle le virus à l'origine de la COVID-19 aurait été extrait en douce du Laboratoire national de microbiologie du Canada, à Winnipeg, par des scientifiques chinois qui l'auraient secrètement amené jusqu'à l'Institut de virologie de Wuhan, en Chine, pour y être transformé en arme; le virus se serait alors échappé du site de confinement pour faire des ravages sur la planète. Fin avril, selon NewsGuard – une agence neutre basée à New York qui contrôle la véracité des informations numériques et tient un Centre de suivi de la désinformation sur le coronavirus –, cette histoire était en tête des idées reçues sur la COVID-19 qui circulaient sur Internet.

Sa piste remonte à juillet 2019, lorsqu'un couple de chercheurs d'origine chinoise employés au Laboratoire national de microbiologie – dont Xiangguo Qiu, récompensée en 2018 par le prix du Gouverneur général pour l'innovation pour ses travaux sur un traitement contre le virus Ébola – a été sommairement expulsé des lieux tandis que la GRC ouvrait une enquête. Cet incident reste à ce jour irrésolu, mais il a fourni un prétexte pour une histoire sur un obscur site Web indien, GreatGameIndia.com, lequel se présente comme un

À l'heure actuelle, nous avons tous conscience du nombre incroyable d'informations fausses, trompeuses, fabriquées et complètement délirantes auxquelles la pandémie a donné lieu

« journal sur la géopolitique et les relations internationales » (“Journal on Geopolitics and International Relations”).

Sous le titre « Coronavirus Bioweapon – how China stole coronavirus from Canada and weaponized it » (L'arme biologique du coronavirus, ou comment la Chine a volé le coronavirus au Canada pour en faire une arme), l'article raconte qu'en 2012, un Saoudien de 60 ans a été admis à l'hôpital pour une affection respiratoire. Un virologue égyptien aurait indiqué que le patient avait contracté un coronavirus encore inconnu et aurait envoyé un échantillon au Centre médical Érasme de Rotterdam. L'équipe néerlandaise aurait ensuite envoyé un échantillon du virus

au Dr Frank Plummer – alors directeur scientifique du Laboratoire national de microbiologie de Winnipeg – où, selon cette version, il aurait été volé par les chercheurs chinois qui font aujourd'hui l'objet d'une enquête. Le Dr Plummer, ancien mentor de la Dre Theresa Tam, actuellement administratrice en chef de la santé publique du Canada, s'est effondré lors d'une réunion à l'Université de Nairobi. GreatGameIndia insiste sur le fait qu'il a été assassiné, une semaine après avoir publié son récit.

Dans un article écrit pour Wired, la correspondante de NewsGuard Gabby Deutch note que l'histoire originale n'a suscité que 1 600 mentions j'aime, partages ou commentaires dans les médias sociaux jusqu'à sa republication par ZeroHedge, un site de la droite alternative qui entretient des théories complotistes sur l'effondrement économique et qui s'en est pris à Hunter Biden durant la procédure de destitution lancée à l'encontre de Donald Trump en 2019. Le récit de ZeroHedge a ensuite été republié par RedStateWatcher.com, un site pro-Trump touchant un public encore plus large. Ici au Canada, le chroniqueur du Toronto Sun Tarek Fatah a publié sur Twitter un lien vers l'article de ZeroHedge pour ses 643 000 abonnés. À partir de là, il est devenu viral sur Reddit, Twitter et Facebook.

C'est un exemple typique du fonctionnement de la désinformation. Des morceaux de vérité – réellement les chercheurs chinois ont été expulsés du site de bioconfinement le plus sécurisé du Canada, dont l'ancien directeur scientifique est effectivement mort d'un malaise au Kenya en février – sont accolés les uns aux autres et enjolivés pour tisser une histoire où se mêlent intrigue, danger et suspense. Cette histoire particulière convertit ses lecteurs en complotistes, qui sont invités à suivre un récit compliqué dont le message ultime est qu'on ne vous dit pas la vérité.

Le fait que cette histoire soit apparue pour la première fois dans une source peu connue, mais apparemment légitime – un journal d'affaires internationales dans un pays situé à l'autre bout du monde, et non un site racoleur cherchant à attirer l'attention – ne fait que lui donner de la crédibilité. L'article lui-même est émaillé d'éléments provenant de sources réputées afin de renforcer son authenticité : un clip vidéo extrait du journal The National de CBC qui montre l'expulsion des chercheurs chinois du site de Winnipeg, ainsi qu'une photo de Xiangguo Qiu empruntée et attribuée à Santé Canada.

L'histoire est alors « découverte » par un site militant américain au lectorat par trop avide d'entendre que



les Chinois étaient responsables; que les Chinois étaient aussi odieux d'avoir volé un pathogène mortel pour le rendre intentionnellement encore plus meurtrier qu'incompétents d'avoir laissé le microbe s'échapper du site de confinement; que les alliés de l'Amérique n'étaient pas dignes de confiance étant donné la facilité avec laquelle des agents de guerre biologique chinois les avaient dupés, et qu'ils représentaient eux-mêmes une menace pour la sécurité des États-Unis. L'histoire est ensuite reprise et claironnée par d'autres médias militants qui en amplifient la portée, et le fait qu'elle soit répétée sur plusieurs sources semble la corroborer, bien qu'il s'agisse juste d'un effet miroir de l'invention d'origine relayée et réadaptée. Petit à petit, l'histoire attire l'attention de milliers de personnes, qui se chargent de la répandre de façon exponentielle grâce aux médias sociaux.

Hormis le fait qu'elle soit apparue sur GreatGameIndia, il n'existe pratiquement aucun moyen de déterminer la provenance de cette histoire. L'article n'est pas signé et GreatGameIndia a ignoré les différentes demandes de commentaires de NewsGuard. Doit-on supposer qu'un journaliste de GreatGameIndia à l'esprit conspirationniste et à l'imagination débordante ait mis tout cela bout à bout dans le but sincère de révéler la sinistre vérité sur l'origine de la COVID-19 que le monde devait connaître? C'est tout à fait possible : le nouvel environnement médiatique regorge de théories complotistes imaginées par des esprits obsessionnels qui ont du temps à perdre. Ou bien cette histoire a-t-elle été délibérément forgée de toutes pièces par des acteurs de la désinformation, adeptes d'une idéologie ou bien agents de l'État travaillant dans l'ombre, afin de montrer du doigt le gouvernement chinois pour avoir déclenché une pandémie mondiale? Le site GreatGameIndia n'est-il qu'une façade, un faux journal créé et financé dans le but express de disséminer des histoires comme celle-là? Tout cet épisode est-il un exemple de guerre clandestine de l'information menée à la vue de tous? Dans un cas comme dans l'autre, comment pouvons-nous le savoir?

Et comment lutter contre ce type de contenus? Plus précisément dans ce cas, quelle devrait être la réaction du Canada? Les démentis laconiques de l'Agence de la santé publique du Canada, dont dépend le Laboratoire national de microbiologie, ont peu de chance d'être remarqués par les personnes qui souhaitent avidement croire cette histoire, mais consacrer du temps et de l'énergie à réfuter vigoureusement ces affirmations ne ferait que leur conférer davantage d'attention.

UN MONDE DE CONSPIRATIONS

Dans tous les cas, ce n'était qu'une goutte d'eau dans un océan de mésinformation sur le coronavirus. À l'heure actuelle, nous avons tous conscience du nombre incroyable d'informations fausses, trompeuses, fabriquées et complètement délirantes auxquelles la pandémie a donné lieu. Il y a ceux qui croient qu'elle a été créée par Bill Gates comme prétexte à un plan massif de vaccination obligatoire qui servirait de couverture pour injecter des traceurs numériques à chaque être humain (vivant) et, de là, imposer un système mondial de castes. Pour certains, les symptômes de la COVID-19 sont une forme de « dommage massif » causé par la technologie de télécommunications 5G, qui a affaibli le système immunitaire de la population. D'autres insistent sur le fait que la pandémie est un stratagème délibéré devant permettre aux autorités d'installer l'infrastructure 5G en catimini durant le confinement social. D'autres encore sont convaincus qu'il n'y a pas de pandémie, que tout cela n'est qu'un gigantesque canular visant à imposer la

loi martiale et à mettre fin à la liberté, ou à dévaster le système capitaliste, ou à ancrer l'asservissement de la population dans un ordre économique maussade, ou à destituer Donald Trump. Selon un sondage réalisé début mai auprès de Canadiens et de Canadiennes par l'École de journalisme et de communication de l'Université Carleton en partenariat avec Abacus Data, plus de la moitié des répondants (57 %) étaient sûrs de pouvoir reconnaître facilement les théories du complot et les fausses informations sur la COVID-19, alors même qu'un quart d'entre eux croyaient que le virus avait été créé comme arme biologique dans un laboratoire chinois, 11 % que la maladie était propagée pour couvrir les effets du « rayonnement » de la 5G, et 23 % que l'hydroxychloroquine permettait de traiter efficacement les personnes qui contractaient la maladie. FullFact.org, un organisme britannique indépendant qui se consacre à la vérification des faits, a dressé la liste exhaustive des différentes formes qu'ont pris le déni et la désinformation sur le coronavirus – une véritable palette de délires paranoïaques.

Les choses ont pris une tournure si complexe que le gouvernement britannique a été contraint de réfuter formellement les affirmations selon lesquelles son département de la Santé et de la Protection sociale avait mis en place un réseau de comptes Twitter robots à l'appui de la politique du gouvernement, dans le cadre d'un plan secret visant à manipuler le dialogue national au sujet de la COVID-19. Le gouvernement britannique a dû en effet insister publiquement sur le fait qu'il ne tenait pas de faux comptes Twitter destinés à publier de faux messages progouvernement sur le coronavirus. Le département d'État des États-Unis, dans le même temps, a publié un rapport qui concluait que la Chine, l'Iran et la Russie faisaient tous circuler de fausses informations à l'encontre des États-Unis, ce qui était clairement le cas. Cependant, le fait que les États-Unis se servaient de cette crise pour calomnier leurs ennemis et que la réponse des États-Unis à la pandémie avait été inadaptée figuraient parmi les exemples de cette « désinformation ». Ainsi, de tristes vérités ont été catégorisées comme mensonges délibérés de l'étranger, et un rapport sur la désinformation à l'encontre des États-Unis s'est converti en moyen de propager la désinformation de ce pays.

Pour quiconque chargé de gérer les messages de santé publique durant la pandémie, le caractère intarissable des messages contraires fallacieux devait tout simplement être épuisant. Des fonctionnaires du Bureau du Conseil privé, d'Affaires mondiales Canada, de Santé Canada et de l'Agence de la santé publique du Canada m'ont décrit la tâche considérable que représente la préparation au quotidien d'une information publique solide et fiable, qui suive un contexte en perpétuelle évolution et soit adaptée aux différences régionales; qui soit coordonnée entre les ministères fédéraux et les agents de santé locaux, territoriaux et provinciaux; et qui exige de travailler en liaison avec les partenaires étrangers pour connaître les meilleures pratiques et s'entraider. Pour cela, il est nécessaire de mobiliser les compétences de centaines, voire de milliers, d'agents publics consciencieux dans des conditions difficiles, où tous travaillent à distance. Alors qu'il suffit d'un esprit récalcitrant et d'un compte de média social pour propager de fausses informations ou inciter publiquement à la défiance envers les autorités sanitaires.

Certaines formes de désinformation sont relativement simples à reconnaître. Les personnes instables et anxieuses peuvent être vulnérables face aux charlatans qui proposent des remèdes miracles et autres escrocs qui cherchent à avoir accès à leurs renseignements bancaires et à leur carte de crédit. Tandis que Santé Canada surveille ce type de criminalité, le Centre de la sécurité des télécommunications a pris des mesures contre les faux sites Web qui se font passer pour des organismes de santé ou pour le

gouvernement lui-même et qui tentent d'inciter les personnes à cliquer sur des liens Web ou à ouvrir des pièces jointes, leur permettant ainsi d'accéder aux données personnelles des utilisateurs.

Si personne ne reprocherait aux autorités de lutter contre les contenus volontairement frauduleux, d'autres formes de désinformation soulèvent des questions plus épineuses. Claire Wardle est la cofondatrice de First Draft, un organisme américain sans but lucratif qui vise à former les journalistes à communiquer dans un contexte de confusion informative, et qui compile quotidiennement les fausses informations sur le coronavirus à travers le monde. Selon elle, dans les premiers jours de la COVID-19, l'essentiel de la mésinformation tenait plus à des conseils mal avisés qu'à de la malveillance.

Ils prenaient la forme de rumeurs et de oui-dire transmis via les messageries sociales : traitements absurdes consistant par exemple à diriger l'air du sèche-cheveux vers son nez, confusion quant aux modes de transmission du virus et sa durée de survie sur des surfaces, légendes urbaines sous la forme d'anecdotes (« La sœur de mon ami travaille dans un hôpital... »). « Il s'agit surtout de personnes terrifiées, a déclaré Claire Wardle en mars, dont un grand nombre vivent seules chez elles. Les gens ont besoin de liens, de rapports humains, alors ils se tournent les uns vers les autres ». Cette démarche ne devrait pas recevoir plus de réprimandes qu'un simple rappel à l'ordre. Kate Starbird, informaticienne à l'Université de Washington et cofondatrice du Center for an Informed Public qui lui est rattaché, se dit réticente à l'idée que les plateformes de médias sociaux tentent de bannir ce type de contenu innocent, bien que malavisé : « Je pense qu'il faut être prudent avant de sanctionner les gens pour avoir diffusé des rumeurs ou de fausses informations », a-t-elle déclaré dans Science. « Selon moi, les plateformes ne devraient pas le faire. On voit cela dans les pays autoritaires. Il est important que les gens se sentent libres d'échanger des informations, même si parfois ils les comprennent mal. C'est un véritable équilibre à trouver, qui demande parfois de grosses concessions. »

DES AMATEURS IGNORANTS

Mais que faire lorsque la mésinformation est réellement nuisible, ou lorsqu'elle vise à compromettre les mesures mises en place pour endiguer la pandémie? Quelles sont les actions qui peuvent être entreprises, par qui, et avec quelle garantie? Alors que la pandémie s'intensifiait, la défiance du public à l'égard des autorités sanitaires, jusque-là marginale, s'est généralisée, et les méthodes permettant de capter l'attention du public ont évolué. « Ce sont les "influenceurs" qui causent de vrais problèmes, avec des répercussions importantes », a déclaré Claire Wardle au Columbia Journalism Review au mois de mai. « Si personne ne propageait ou n'amplifiait ces thèses du complot, ces rumeurs et ces mensonges, nous n'aurions pas de problème de désinformation. Ceux qui tentent de colporter de fausses informations cherchent à convaincre les personnes les plus écoutées de répéter ces mensonges. C'est pour cela que certains messages ciblent les célébrités, les influenceurs Web et les politiciens. »

De plus, une grande partie des éléments venus embrouiller les messages sanitaires ne provenait pas d'acteurs étrangers médisants ou des délires de personnalités fantaisistes, mais d'amateurs présomptueux convaincus d'en savoir plus que la communauté scientifique et les autorités sanitaires. Par exemple, le 20 mars, Medium, la plateforme de blogage en ligne créée par Evan Williams, ancien chef de la direction de

Twitter, a publié un article intitulé « Evidence over hysteria – COVID-19 » (Preuves de l’hystérie au sujet de la COVID-19). Appuyé par des graphiques et une analyse de données, il avançait que la réponse politique et sociale à la pandémie, exacerbée par les médias d’information, avait été décidée dans la panique, qu’elle était exagérée et inutile et qu’elle s’avèrerait au final plus néfaste que bénéfique. Selon Kate Starbird, cet article a seulement été mentionné dans quelques centaines de tweets avant que Brit Hume, personnalité de Fox News, ne le recommande à ses 1,2 millions d’abonnés Twitter avec le commentaire « à lire sans hésiter, analyse intelligente ». Rapidement, le lien vers l’article a été publié par le présentateur politique de Fox News Bret Baier; par le provocateur politique et théoricien du complot conservateur James O’Keefe; par Sebastian Gorka, ancien conseiller de Trump à la Maison-Blanche; par Steven Crowder, animateur YouTube de droite; par Kirk Herbstreit, commentateur de football sur ESPN; et par Laura Ingraham de Fox News. En l’espace de 24 heures, l’article avait été mentionné dans plus de 15 000 tweets et visionné 2,6 millions de fois sur Medium.

Bien que cet article ait gagné la faveur de personnalités médiatiques conservatrices connues pour leur franc-parler qui en ont amplifié la portée, il a aussi attiré l’attention d’épidémiologistes, de spécialistes des maladies infectieuses et de responsables de la santé publique – personnes qu’il condamnait pour leur mauvaise gestion de la crise – qui ont rapidement dénoncé la puérilité et l’amateurisme de son analyse ainsi que le caractère désastreux de ses prescriptions stratégiques. L’auteur, Aaron Ginn, n’est pas un spécialiste des questions médicales. C’est un « technologue » de la Silicon Valley et un agitateur de droite. Face aux critiques des experts, Medium n’a pas voulu apparaître comme soutien d’une polémique que les épidémiologistes qualifiaient non seulement d’ignorante, mais aussi et surtout de dangereuse. La plateforme a supprimé l’article le 22 mars, environ 32 heures après sa publication.

À partir de quel moment la publication d’opinions sceptiques ou à contre-courant cesse-t-elle d’être légitime pour relever de l’irresponsabilité, ou cesse-t-elle de relever de l’irresponsabilité pour devenir véritablement dommageable?

Or, en retirant l’article, Medium en a inévitablement renforcé la notoriété. Les défenseurs de la liberté de parole se sont insurgés, affirmant que la suppression de points de vue divergents pour la simple raison qu’ils rompent avec le consensus dominant – ou justement pour cette raison – revenait à renier les principes mêmes de la liberté d’expression. Le comité de rédaction du Wall Street Journal a soutenu que la décision de Medium se résumait à une tentative d’« entrave au débat ouvert qui [avait] permis dès le départ de mettre en garde les Américains contre la menace posée par le virus », tandis que le National Review affirmait que « le débat sur le confinement [devait] laisser s’exprimer les désaccords de façon transparente ». Même l’un des plus ardents critiques de cet article, le biologiste Carl Bergstrom de l’Université de Washington, s’est dit opposé à sa censure. Il a indiqué sur son compte Twitter que bien qu’étant en total désaccord avec cet article, il n’était pas pleinement convaincu que cela soit préférable à



sa libre circulation et à une discussion ouverte.

Bien entendu, le fait que Medium ait décidé de supprimer cet article ne signifie pas qu'il a disparu. Il est actuellement consultable sur ZeroHedge, le site de droite alternative qui avait publié l'article de GreatGameIndia sur le vol de la COVID-19 dans un laboratoire canadien. Retirer un article d'une plateforme peut constituer un gage de pertinence chez les complotistes : cela devient la preuve qu'il renferme une vérité que les autorités veulent absolument tenir secrète. GreatGameIndia, par exemple, clame fièrement que son article sur le vol du coronavirus a fait naître une polémique internationale majeure et qu'il est activement combattu par une partie des médias grand public.

Tout comme l'article de GreatGameIndia se présentait comme du journalisme d'investigation, le texte de Ginn dans Medium s'est présenté comme un travail d'analyse scientifique arrivant à la conclusion que les experts scientifiques se trompaient. Il a adopté les attributs de la science pour promouvoir un point de vue en totale contradiction avec le consensus de la communauté épidémiologique. Comme l'a observé Richard Hofstadter dans « Le Style paranoïaque », son essai perspicace de 1964, « l'une des caractéristiques impressionnantes de la littérature paranoïaque est le contraste entre ses conclusions invraisemblables et le soin presque touchant apporté aux faits qui ressort inévitablement. Elle déploie des efforts colossaux pour prouver que l'incroyable est la seule chose que l'on puisse croire ».

L'article de Ginn en était un exemple frappant. Comme l'a lancé facétieusement Jeet Heer de Nation sur Twitter, « En plus de tout le reste, il y a une épidémie de publications de Medium ». Le confinement de tout un continent a donné lieu à des tas d'analyses par des personnes brillantes (ou croyant l'être), qui ont donné leur avis sur des sujets qu'elles étaient loin de maîtriser. Cette situation a été parodiée dans un billet de Medium publié, assez ironiquement, la veille de la parution de l'article de Ginn, qui est intitulé « Flatten the Curve of Armchair Epidemiology » (Infléchir la courbe de l'épidémiologie de salon) et dans lequel les auteurs disent avoir diagnostiqué la « DKE-19, une maladie extrêmement contagieuse menaçant la lutte contre la COVID-19 ». Le nom DKE-19 provient de « Dunning-Kruger Effect », « un phénomène dans lequel les gens n'ont pas la capacité de comprendre leur incapacité... Les symptômes sont variables, mais on peut citer, entre autres, des affirmations radicales, la réalisation de graphiques et des publications sur Medium. Bien que la plupart des cas soient sans gravité, voire complètement asymptomatiques, la récente flambée laisse penser que les formes graves de DKE-19 touchent essentiellement les hommes de 24 à 36 ans employés dans les technologies, pour des raisons que les scientifiques ne comprennent pas, scientifiques qui sont, sans que l'on sache pourquoi, également des hommes ».

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DIFFUSION D'INFORMATIONS FIABLES

Le dilemme auquel a été confronté Medium avec l'article d'Aaron Ginn s'est posé à la fois dans les médias traditionnels et dans les médias sociaux. À partir de quel moment la publication d'opinions sceptiques ou à contre-courant cesse-t-elle d'être légitime pour relever de l'irresponsabilité, ou cesse-t-elle de relever de l'irresponsabilité pour devenir véritablement dommageable? Le 9 mars, The Globe and Mail a offert une tribune au Dr Richard Schabas, médecin à la retraite qui a occupé pendant 10 ans le poste de médecin hygiéniste en chef de l'Ontario, dans laquelle il avançait des arguments contre les mesures d'endiguement du coronavirus mises en place dans l'ensemble des pays occidentaux. « La COVID-19 est-elle une crise mondiale? », y demandait-il. « Certainement pour les personnes qui ne savent pas compter. » Quant aux mesures prises sur les conseils des experts médicaux, il a raillé la « quarantaine » qui, selon lui, « appartient au Moyen Âge. » Le 22 mars, il est intervenu sur CBC News pour soutenir de nouveau que les gouvernements occidentaux réagissaient de manière beaucoup trop excessive face au virus. CBC a presque aussitôt retiré de son site Web les liens vers l'entretien, mais celui-ci peut encore être consulté sur Yahoo News Canada.

Les entreprises de médias sociaux ont manifesté une réticence notoire à contrôler le contenu qui circule sur leurs plateformes. Elles ont insisté sur le fait que ce sont des mécanismes de connectivité sociale, destinés à donner aux citoyens un moyen d'expression, et qu'elles-mêmes ne créent pas de contenus. Elles font ainsi valoir qu'elles ne sont ni des entreprises médiatiques, ni des éditeurs, et qu'elles ne devraient pas plus avoir à rendre des comptes concernant la façon dont les personnes utilisent leurs technologies que les entreprises de téléphonie n'ont à le faire concernant les conversations qui se déroulent grâce à leurs câbles et leurs tours de téléphonie cellulaire. Face à une urgence mondiale, néanmoins, et à la perspective que leurs plateformes pourraient être utilisées pour infliger des dommages bien réels, les entreprises sont devenues plus attentives à leurs responsabilités sociales dans des circonstances exceptionnelles.

Facebook, Twitter et YouTube (propriété de Google) ont annoncé des mesures destinées à enrayer la propagation de la désinformation sur le coronavirus et à attirer l'attention sur des sources officielles dignes de confiance. Facebook a par exemple établi de nouvelles politiques pour soutenir des politiques existantes, visant à orienter les utilisateurs vers des informations sanitaires fiables et exactes tout en éliminant la désinformation susceptible d'entraîner un dommage physique imminent. Il a annoncé la création d'un Centre d'informations relatives au coronavirus (COVID-19) pour rassembler des informations rigoureuses et des conseils de l'Organisation mondiale de la Santé, de l'UNICEF et d'organismes nationaux de santé comme l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC). Il a priorisé les sources officielles dans ses algorithmes de façon à ce qu'une fenêtre contextuelle de l'OMS ou un lien vers la page officielle de l'ASPC apparaisse lorsqu'un utilisateur effectue une recherche sur le coronavirus. Parallèlement, il a pris des mesures pour retirer les contenus qui, selon les organismes internationaux et nationaux de santé, entraîneraient indubitablement des dommages, notamment ceux préconisant des remèdes de charlatan ou affirmant que la distanciation sociale est inefficace, et pour envoyer des notifications aux utilisateurs ayant eu accès à ces contenus avant leur retrait, les dirigeant vers une page de l'OMS déconstruisant certaines idées reçues. Les autres contenus identifiés comme faux par des vérificateurs tiers sont signalés comme



tels et rétrogradés par les algorithmes de Facebook qui déterminent ce que les utilisateurs voient dans leur fil d'actualité afin d'empêcher la diffusion de la désinformation.

Ces mesures ont été jugées insuffisantes par certains détracteurs qui estiment qu'elles ne permettent pas de faire face à la masse d'informations diffusées sur les plateformes et que le fait de retirer uniquement les contenus susceptibles d'entraîner des dommages physiques permet à pléthore de contenus honteux de continuer à circuler. Une étude menée par des chercheurs de l'Université d'Ottawa et de l'Université Carleton publiée dans la revue *BMJ Global Health* a ainsi analysé 69 vidéos sur la COVID-19 ou le coronavirus parmi les plus regardées sur YouTube, et révélé que 27,5 % d'entre elles contenaient des informations trompeuses, allant de déclarations racistes à des théories du complot selon lesquelles les laboratoires pharmaceutiques auraient déjà un remède contre la maladie. Toutefois, les efforts déployés pour gérer une sphère du discours social aussi peu réglementée ont marqué un tournant dans les pratiques des géants des médias sociaux. Comme l'a souligné YouTube en réponse à l'article de *BMJ*, l'étude ne tient pas compte du fait que la plateforme a retiré des milliers de vidéos contenant de fausses informations sur le coronavirus et « dirigé des dizaines de milliards d'impressions vers des organisations mondiales et locales de santé depuis [sa] page d'accueil et [ses] panneaux d'information ».

Les médias d'information traditionnels, quant à eux, qui n'étaient déjà plus que des versions réduites de ce qu'ils étaient autrefois, ont été encore plus pénalisés financièrement par la disparition des recettes publicitaires à cause du confinement, au moment précis où les citoyens en avaient le plus besoin pour obtenir des informations fiables sur la pandémie. Plusieurs études ont démontré que dans les situations de crise ou d'urgence, la population se tourne vers les sources d'information auxquelles elle fait le plus confiance, et la pandémie ne fait pas exception. La mise à jour de printemps du Baromètre de confiance Edelman 2020 révèle que la confiance dans les médias traditionnels – de loin la source d'information jugée la plus fiable – a bondi de 7 % au niveau mondial en l'espace de quatre mois, de janvier à mai. Le rapport indique ainsi que « la recherche d'informations fiables sur la pandémie a renforcé la confiance dans les sources d'information, qui a atteint un niveau sans précédent ». « On constate une forte demande de paroles d'experts de la part des citoyens, car ils souhaitent obtenir des informations sur la pandémie provenant des sources les plus fiables : médecins (80 %), scientifiques (79 %) et responsables nationaux de la santé (71 %) ». Le rapport souligne également que « la question des informations fallacieuses est encore très préoccupante, 67 % des répondants disant craindre la diffusion d'informations fausses et inexacts sur le virus ».

Les participants à un colloque de Harvard organisé fin avril ont déploré que la qualité de la couverture médiatique de la crise aux États-Unis ait été altérée par le manque de formation médicale ou en santé publique des journalistes. *The Harvard Gazette* a ainsi regretté que, « comme bon nombre d'entre eux ne disposent pas de connaissances suffisantes pour procéder à un examen critique et rigoureux des travaux scientifiques, ils se reposent parfois trop sur des valeurs traditionnelles du journalisme telles que la pondération, la nouveauté, et la contestation. Ce faisant, ils encouragent des hypothèses et des contre-arguments aberrants et inexacts ». Nous devons attendre que la crise soit passée pour évaluer de manière

définitive la qualité du traitement de la pandémie par les médias d'information canadiens, mais on peut d'ores et déjà dire de façon subjective que le traitement de ce sujet par les plus importants d'entre eux a été exemplaire – professionnel, consciencieux et utile. L'Institut canadien d'information sur la santé est un organisme indépendant à but non lucratif qui fournit toute une série d'éléments et de données destinés à éclairer les politiques en matière de santé publique. Alors que la pandémie se propageait, des journalistes de tout le pays l'ont consulté afin de comprendre comment évoluaient la maladie ainsi que les efforts déployés pour la gérer. Son président-directeur général, David O'Toole, s'est dit impressionné par la qualité des questions des journalistes, qui s'efforçaient clairement de traiter le sujet de façon informative et précise, n'affichant aucune des polarisations politiques manifestes dans la couverture médiatique de la pandémie d'autres pays.

DE L'UTILITÉ DE L'ANTICONFORMISME

Cependant, dans une société libre comme le Canada, le journalisme remet en doute par réflexe l'autorité politique. Sa mission est de soumettre le gouvernement et les entreprises à un examen éclairé, au nom de la population, et les médias d'information emploient en tant que chroniqueurs et commentateurs une catégorie de doctrinaires caractérisés par un esprit vif, une propension à l'opposition et un talent pour retenir l'attention. Bon nombre de ces commentateurs ont, à différents moments, été très critiques envers les mesures prises pour faire face à la pandémie et la qualité du travail accompli par les autorités sanitaires. Ils ont exigé de voir les modèles et les projections utilisés pour guider les interventions de santé publique officielles, et lorsque ceux-ci ont finalement été rendus publics, ils les ont assaillis de questions et de critiques. Les commentateurs ont fait grand cas de la prétendue volte-face de la Dre Theresa Tam concernant le port du masque. Plusieurs se sont livrés à des conjectures selon lesquelles la COVID-19 proviendrait d'un laboratoire chinois dédié à la guerre biologique. L'un d'entre eux en particulier, fondateur d'un journal national, a utilisé sa tribune pour affirmer à maintes reprises que l'ampleur de la menace représentée par la maladie ne justifiait en aucun cas les mesures d'urgence mises en place – reprenant pour l'essentiel l'argumentation développée par Aaron Ginn dans son article publié sur la plateforme Medium avant d'en être retiré et par le Dr Richard Schabas dans son entretien avec CBC qui a été supprimé des archives du diffuseur.

Il ne fait aucun doute que ce type de commentaire public est jugé embarrassant par les autorités, et dans ce cas précis, peut-être même contraire à l'intérêt général. On peut se demander pourquoi certains journalistes pensent utile d'ergoter, d'alimenter les débats et de conseiller à la population de ne pas se fier aux responsables de la santé publique. Néanmoins, pour agir de façon mesurée en temps de crise, il convient de se rappeler que les critiques et divergences d'opinions existeront toujours, que les points de vue formulés par les commentateurs reflètent souvent des sentiments partagés par un grand nombre de personnes, et qu'il est salutaire d'émettre des doutes concernant les politiques publiques et d'avoir à les défendre dans une tribune publique. La lutte contre la pandémie est un exercice de discipline sociale stricte tel que le monde n'en a jamais connu depuis la Seconde Guerre mondiale. Il serait autrement plus inquiétant que les



directives des autorités ne s'accompagnent d'aucune question ni critique. Du siège de Troie à la Première Guerre mondiale, l'Histoire est une longue succession d'autorités suprêmes qui ont exploité la volonté et l'esprit de populations entières, tout en étant pourtant dans l'erreur. Le fait qu'un gouvernement martèle qu'il sait ce qu'il fait ne garantit pas que ce soit vrai. Illustration : le gouvernement du Royaume-Uni dirigé par Boris Johnson.

FAITS ET VALEURS

Mi-avril, Dominic LeBlanc, président du Conseil privé, a fait savoir que le gouvernement canadien étudiait un projet de loi visant à réprimer la diffusion délibérée de fausses informations susceptibles d'entraîner des dommages. À l'évidence, le gouvernement surveillait les protestations qui s'élevaient aux États-Unis, où des manifestants armés s'en prenaient au corps législatif pour exiger qu'il soit mis fin aux mesures d'urgence. Les mécanismes juridiques destinés à régler la parole publique sont toujours problématiques, en particulier dans les sociétés qui attachent une grande valeur à la liberté d'expression, mais un aspect de la déclaration de Dominic LeBlanc laissait penser que même si elle était adoptée, la mesure serait singulièrement inefficace. En principe, l'objectif était d'empêcher la diffusion délibérée d'informations fausses; or, le danger imminent ne vient pas des mécontents et des tristes personnages qui répandent des mensonges en pleine connaissance de cause. Il vient des fanatiques qui propagent des contrevérités auxquelles ils croient sincèrement.

Penchons-nous un instant sur le pseudo-documentaire intitulé Plandemic. Cette vidéo de 26 minutes habilement montée qui défend les théories du complot les plus extravagantes sur le coronavirus a été diffusée pour la première fois début mai avant d'être rapidement bannie de Facebook et de YouTube, ce qui n'a fait qu'alimenter son caractère mystique. À l'instar de la série "Nos ancêtres les extraterrestres", cette vidéo se sert de techniques de production documentaire parfaitement maîtrisées pour débiter un tissu d'inepties du début à la fin. Mais les auteurs du film, ou son sujet – la militante antivaccination Judy Mikovits –, diffusent-ils sciemment des mensonges ou sont-ils véritablement convaincus de la réalité du monde malveillant qu'ils décrivent, dans lequel la pandémie fait partie d'un complot soigneusement préparé? S'agit-il d'escrocs calculateurs ou sont-ils parfaitement sincères dans leur paranoïa?

Fin avril, il semble que nous ayons été témoins du triomphe, chez notre voisin méridional, de la pensée délirante et de la désinformation sur la raison et les faits. La réaction des États-Unis face à la pandémie, fragmentée depuis le début, s'est désintégrée lorsque des circonscriptions rebelles ont enfreint les mesures d'isolement social et que certains États ont mis un terme au confinement contre l'avis des épidémiologistes. La population avait été informée par les autorités médicales que les interactions humaines normales devaient momentanément cesser, faute de quoi le virus se propagerait d'une façon telle que personne ne serait en sécurité. Un très grand nombre d'Américains ont entendu ce message, mais ont refusé de lui donner crédit ou l'ont ignoré. Comment pourrait-on les en blâmer compte tenu de ce que leur disaient également les plus hautes instances politiques de leur pays, Fox News et les sites d'information chauffés à blanc?

Claire Wardle de First Draft craignait que les « influenceurs » n'amplifient la désinformation, mais le principal influenceur était aussi la première source de contrevérités et d'idées farfelues. Le virus ne poserait pas de problème. Le virus finirait par disparaître tout seul. La situation était parfaitement gérée. Le monde entier était en admiration devant la façon dont les États-Unis faisaient face à la maladie. Le virus pourrait être combattu par l'hydroxychloroquine, les rayons ultraviolets et l'introduction d'une façon ou d'une autre d'eau de Javel dans l'organisme.

Le soulèvement des États-Unis contre la tyrannie des virologues consistait à faire prévaloir des valeurs contre des faits, ou peut-être à faire primer certaines valeurs sur d'autres malgré les faits. Lorsque les pays du monde entier ont commencé à adopter des mesures d'isolement social, ils se sont fondés sur le danger mortel que représente la COVID-19 et sur le principe que toutes les précautions devaient être prises pour sauver le plus grand nombre de vies possible : une compréhension des faits combinée à une valeur fondamentale.

Bien qu'à la mi-avril, les États-Unis aient enregistré le plus grand nombre de décès liés à la pandémie dans le monde, une grande part des citoyens américains restaient convaincus que la maladie n'était pas aussi grave qu'on le prétendait, et que les mesures de confinement n'avaient donc pas lieu d'être. Même si la maladie était aussi grave que le soutenaient les virologues, il ne s'ensuivait pas que toutes les précautions devaient être prises, en particulier si ces précautions bafouaient les libertés individuelles, rendaient la vie désagréable ou portaient un coup fatal à l'économie. La liberté, la prospérité et la quête du bonheur ont éclipsé le bien-être collectif.

Pour les personnes qui ne sont pas de nationalité américaine, il est difficilement compréhensible que tant d'Américains soient prêts à accepter la souffrance et la mort d'un grand nombre de leurs concitoyens, et même à s'exposer eux-mêmes au risque de contracter la COVID-19, au lieu de suspendre temporairement le cours normal de leurs activités. Ceci étant, la plupart des citoyens non américains ne comprennent pas pourquoi les États-Unis tolèrent les massacres dans les écoles et les 39 000 décès annuels par balle, des ordres de grandeur plus élevés par habitant que dans n'importe quel autre pays du monde. Charlie Warzel du New York Times se demandait si son pays était en passe de normaliser les décès liés au coronavirus de la même façon qu'il a normalisé la violence armée : il s'agirait simplement d'un nouveau prix à payer pour l'exception américaine. Comme le lui a signalé la Dre Megan Ranney, médecin urgentiste et professeure à l'Université Brown, les personnes qui contestent le confinement « ont fait passer le débat sur la réouverture d'une discussion sur la santé et la science à une discussion sur la liberté. Elles ont réorienté le débat de telle façon qu'il ne s'agit plus d'une mise en balance des risques et des bénéfices, mais d'un exposé politisé des faits ».

En admettant que dans une société libre, la réaction face à une pandémie doit transcender la politique pour être efficace – cela afin d'obtenir le soutien de l'ensemble de la population –, la société qui se perçoit comme étant la plus libre n'ayant jamais existé s'en est montrée incapable.



L'HOMME DERRIÈRE LE MASQUE

Le 13 avril, Joshua Bickel, photojournaliste pour The Columbus Dispatch, a pris une photo emblématique de la pandémie aux États-Unis. Il se trouvait au sein de l'assemblée législative de l'Ohio pour retransmettre en direct le point de presse quotidien du gouverneur sur le coronavirus tandis qu'une centaine de personnes manifestaient devant le bâtiment pour exiger la fin des mesures d'isolement social mises en place dans l'État. Lorsque les manifestants ont commencé à taper sur les fenêtres, Bickel les a immortalisés écrasés contre la vitre, le visage empreint de colère, la bouche grande ouverte au milieu d'un cri. Trois personnes se détachent au premier plan : la femme au centre tient un drapeau américain; la femme à gauche est Melissa Ackison, candidate républicaine au Sénat de l'Ohio; l'homme à droite est coiffé d'une casquette de base-ball portant l'inscription « Trump ». Cette image s'est rapidement convertie en mème dans les médias sociaux du fait de son étrange ressemblance avec la photo de tournage d'un film de zombies, les morts-vivants se jetant sans

réfléchir contre les fortifications défensives érigées par les personnes saines. On oublierait presque l'homme qui se trouve juste derrière la femme au centre, dont le visage est en partie dissimulé par le drapeau américain. Il porte un masque de Guy Fawkes tel qu'il est représenté dans le roman graphique V pour Vendetta, ainsi que dans l'adaptation cinématographique qui en a été fait en 2005.

Alors que les injonctions faites aux citoyens américains de rester chez eux et de respecter la distanciation sociale s'effritaient, les mesures prises par le pays pour faire face à la pandémie ont accentué les clivages partisans, les démocrates se montrant disposés à suivre les recommandations des autorités de santé publique pour le bien de tous, tandis que les républicains, encouragés par un président qui a affirmé à plusieurs reprises vouloir « RELANCER [SON] PAYS! », ne sont que trop impatients de les renverser au nom de la liberté individuelle. L'homme qui porte le masque de Guy Fawkes nous rappelle qu'il ne s'agit pas d'une opposition binaire classique. Ce masque, symbole stylisé du chef de la Conspiration des poudres – un attentat perpétré par un groupe de catholiques pour faire sauter la Chambre des lords britannique en 1605 –, a été repris par le mouvement Occupy, le collectif d'hacktivistes Anonymous et plusieurs autres contestataires. Il représente la gauche politique, de la même manière que la casquette de base-ball barrée de la mention Trump est un marqueur de la droite politique. Pourtant, ces deux camps opposés de la sphère politique se sont retrouvés autour d'une cause commune, en opposition aux technocrates qui prônent des mesures sociales pour arrêter la propagation de la maladie. On constate un phénomène similaire avec le mouvement antivaccination : un mélange disparate d'extrêmes politiques qui vont du conservatisme le plus réactionnaire au libéralisme, unis par une profonde méfiance à l'égard de l'autorité centrale et des travaux scientifiques qui sous-tendent ses politiques. L'opposition à la technologie 5G a, de façon similaire, donné lieu aux associations les plus insolites. FullFact a ainsi rapporté que, lorsque

**79 % des Canadiens
souscrivaient à cette
affirmation : « Il est
plus important de
réduire le nombre de
décès et de maladies
évitables que de
relancer l'économie
trop rapidement ».**

CARLETON UNIVERSITY SCHOOL OF
JOURNALISM AND COMMUNICATION ET
ABACAUS DATA

l'entreprise de télécommunications EE a annoncé la prochaine expérimentation de la technologie 5G lors du festival de musique de Glastonbury en 2019, elle s'est heurtée à l'hostilité du Parti vert majoritaire au conseil municipal de Glastonbury en même temps que les climatologues soutenaient aux festivaliers qu'ils avaient payé pour être des rats de laboratoire.

Les manœuvres des individus qui se démènent pour mettre fin aux mesures d'isolement social visant à combattre le coronavirus – lesquels participent à des rassemblements, portent ostensiblement des armes, et enregistrent et mettent en ligne leurs échanges houleux avec des commis de magasin lorsqu'ils refusent de porter un masque –, en particulier dans le Michigan, l'Ohio et le Wisconsin, ont pour but de capter l'attention

des médias d'information et des médias sociaux, et d'appeler ainsi à la désobéissance civile. À l'opposé, les citoyens qui évitent consciencieusement tout contact social ou qui gardent leurs distances lorsqu'ils sortent n'offrent pas d'images saisissantes et ne se prêtent pas à des appels à l'action. Néanmoins, fin avril, les résultats d'une enquête menée aux États-Unis et au Canada ont révélé que les mesures d'isolement social suscitaient une large adhésion, démontrant ainsi que les protestations véhémentes émanaient seulement d'une faible minorité.

Un sondage d'opinion réalisé par Business Insider les 28 et 29 avril a montré que 76 % des Américains étaient favorables ou nettement favorables au maintien de l'isolement social et plaidaient pour que les restrictions soient levées uniquement lorsque cela ne présenterait aucun danger. De façon similaire, une enquête menée début mai par des chercheurs de l'École de journalisme et de communication de l'Université Carleton, avec le concours d'Abacus Data, a révélé que 79 % des Canadiens souscrivaient à cette affirmation : « Il est plus important de réduire le nombre de décès et de maladies évitables que de relancer l'économie trop rapidement ». Cette enquête a également confirmé d'autres données obtenues grâce à des sondages réalisés au Canada, qui montrent que les niveaux de confiance et de satisfaction à l'égard des agents de santé publique demeurent élevés. Environ 80 % des répondants estimaient qu'il appartenait aux responsables de la santé publique de décider à quel moment alléger ou lever les mesures d'isolement social. Sur ce point, de fortes différences sont apparues entre l'attitude des Canadiens et celle des Américains. Un sondage d'opinion en ligne réalisé par Léger du 24 au 26 avril, en collaboration avec l'Association d'études canadiennes, a montré que 84 % des Canadiens avaient confiance dans leurs autorités de santé publique contre 71 % des Américains à l'égard des leurs.

Néanmoins, lorsque Léger a demandé aux Canadiens si le vaccin contre la COVID-19 devrait être obligatoire, 60 % ont répondu par l'affirmative tandis que 40 % ont indiqué que la vaccination devrait être volontaire. (Les Américains étaient divisés en deux camps égaux sur cette question, 50 % de



chaque côté.) Il convient de ne pas attacher trop d'importance à ces réponses à une question hypothétique – aucun vaccin n'existe pour l'instant et un grand nombre de personnes disposées à se faire vacciner pourraient hésiter avant d'être assurées de l'innocuité du vaccin, en particulier s'il est développé hâtivement. Néanmoins, Christian Bourque, vice-président exécutif de Léger, a constaté que les réponses à cette question étaient marquées par des clivages partisans. Les répondants de gauche avaient davantage tendance à plaider en faveur de la vaccination obligatoire tandis que ceux de droite étaient plus enclins à donner la priorité à la liberté individuelle.


Malgré la confiance accordée par les citoyens aux autorités sanitaires en temps de pandémie, les données recueillies avant la COVID-19 indiquaient qu'un nombre conséquent et croissant de Canadiens avaient des doutes quant aux recherches et conclusions scientifiques. En 2019, une enquête mondiale réalisée par Ipsos à la demande de 3M a révélé que 32 % des répondants canadiens étaient sceptiques vis-à-vis de la science, contre 25 % en 2018. Près de la moitié des Canadiens interrogés – 44 % – ont qualifié les scientifiques d'« élitistes ». D'autres conclusions suggèrent que cette forte baisse du niveau de confiance de la population dans la science est récente et se manifeste dans les divisions politiques. D'après EKOS, en 2014, les partisans libéraux et conservateurs accordaient un niveau de confiance à peu près similaire à la science. En 2019, le niveau de confiance élevé des conservateurs dans la science avait chuté de 22 % (passant de 64 à 42 %) tandis que leur scepticisme vis-à-vis de la science avait doublé (passant de 14 à 30 %).

Avant l'apparition de la COVID-19, ces divergences de vues sur la science – qui se sont intensifiées en l'espace de quelques années – s'enlisaient sur un seul et même sujet à l'égard duquel les scientifiques du monde entier étaient unanimes et exprimaient une inquiétude croissante : le réchauffement planétaire et la menace que représentent les activités industrielles pour la vie humaine. Pour ceux qui acceptaient le consensus scientifique et qui y adhéraient, le changement climatique faisait planer sur le bien-être collectif une menace à laquelle il convenait de répondre avec discernement, quand bien même cela provoquerait une perturbation économique. Pour ceux dont les priorités étaient la réussite, le bien-être et le confort – ainsi que la prospérité de l'industrie des combustibles fossiles qui avait rendu possibles cette réussite, ce bien-être et ce confort –, le consensus scientifique sur le changement climatique relevait de l'hystérie, d'une exagération alarmiste. S'il devait déterminer les politiques publiques, cela aurait des conséquences économiques catastrophiques. Ainsi, si l'on souscrit à une vision du monde donnant la priorité absolue à la prospérité – ou à une certaine conception de la prospérité – on est contraint de sous-estimer et de rejeter non seulement les conclusions des climatologues, mais aussi, par extension, l'entreprise scientifique elle-même. « Il n'y a pas si longtemps encore, les clivages partisans sur le changement climatique n'étaient pas aussi marqués », a affirmé Frank Graves, président d'EKOS. « Le petit écart de 12 points observé en 2015 a explosé pour devenir un écart de 46 points en l'espace de quatre ans. »

L'attitude des citoyens envers la science semble désormais influencée politiquement, de façon préoccupante si l'on considère la science comme une source d'information fiable et utile bien qu'encore mal comprise. Pour un rationaliste, la politique publique doit être fondée sur une parfaite compréhension des meilleures données disponibles. Le rejet de l'autorité scientifique représente

une menace pour l'administration et la gouvernance saines des affaires humaines, car il s'apparente à un refus d'accepter la réalité. En outre, rien dans la science n'implique intrinsèquement qu'elle doive être acceptée par les progressistes, mais rejetée par les conservateurs. Il devrait y avoir – et il y a – des scientifiques conservateurs et des scientifiques libéraux, de même qu'il existe des dentistes, des charpentiers et des musiciens conservateurs, et des dentistes, des charpentiers et des musiciens libéraux. Le fait d'être rationaliste ne devrait pas déterminer les valeurs politiques d'un individu. Pour combattre efficacement la propagation de la désinformation scientifique et l'irrationalisme, il faudra non seulement parvenir à comprendre pourquoi la science inspire tant de méfiance, mais aussi pourquoi l'attitude de la population envers la science a pris une coloration politique. Sans cela, il sera peut-être impossible d'établir un dialogue constructif avec les personnes qui croient fermement aux arguments contre la vaccination, ou qui sont persuadées que la menace de la COVID-19 a été exagérée, ou encore qui n'adhèrent pas au consensus scientifique à l'égard du réchauffement climatique. Le risque pour les deux camps est de s'engager dans un dialogue de sourds.

Par ailleurs, la dimension politique des attitudes envers la science complique la situation pour les principales plateformes de médias sociaux. Elles se sont montrées disposées à retirer les contenus susceptibles d'entraîner des dommages bien réels, mais rechignent au nom de la liberté d'expression à contrôler plus généralement la circulation des fausses informations. Le simple fait de ne pas être vrai ne justifie pas qu'un élément soit effacé des archives des médias sociaux. Dans une société libre, les citoyens ont le droit de croire toutes sortes d'absurdités. Les plateformes de médias sociaux ne comptent pas non plus réglementer ce qu'elles estiment appartenir au discours politique. Et si le désaveu infligé à la science était propre à un groupe politique spécifique, de quelle latitude disposeraient les plateformes de médias sociaux pour l'empêcher de s'exprimer?



Quand bien même les plateformes de médias sociaux retireraient les messages contre la vaccination dès leur publication, au motif que le militantisme antivaccination serait une forme de dommage social, le problème serait-il pour autant résolu?



Imaginons un scénario dans lequel un vaccin efficace et sûr contre la COVID-19 soit disponible et où la quasi-totalité de la population doit se faire vacciner pour garantir la santé de tous. Dans ce contexte, la communauté antivaccination se mobiliserait dans les médias sociaux pour s'opposer obstinément et irrationnellement à la vaccination obligatoire, en organisant une campagne pour ébranler la confiance de la population dans le vaccin et en l'incitant à se rebeller contre les autorités sanitaires. Quelles mesures pourraient prendre les gouvernements pour contrer ce type d'insurrection? Quand bien même les plateformes de médias sociaux retireraient les messages contre la vaccination dès leur publication, au motif que le militantisme antivaccination serait une forme de dommage social, le problème serait-il pour autant résolu? Cela est peu probable, car les doutes et la méfiance qui ont fait naître le mouvement antivaccination persisteraient.

L'idéal serait d'orchestrer les événements de sorte que ce scénario ne voit jamais le jour. Au lieu de cela, nous pouvons espérer réduire le mouvement antivaccination à une poignée de fanatiques inébranlables dont les requêtes restent lettre morte, car le grand public comprendrait les enjeux et ferait confiance aux personnes et aux institutions qui ont développé et testé le vaccin contre le coronavirus pour protéger l'ensemble de la population. Toutefois, cela impliquerait, en premier lieu, de reconnaître que la désinformation scientifique peut constituer une forme de dommage social (car elle dénigre le rationalisme et s'emploie à saper la légitimité des organismes créés pour servir l'intérêt public) et, ensuite, de mener une campagne vigoureuse et continue de sensibilisation de la population pour lutter contre ce fléau en contrecarrant les informations fausses et en confortant la confiance des citoyens dans la science lorsqu'elle est justifiée.



UNE GUERRE SANS FIN

À ce stade, au Canada et dans d'autres pays, l'environnement de l'information et la pandémie nous ont appris qu'il est très risqué de laisser la désinformation scientifique circuler sans être mise en doute. Elle nuit non seulement à la compréhension des faits par les citoyens, mais aussi à la raison elle-même, et donc à l'ordre, à la bonne gestion des affaires publiques et à l'intérêt commun. Une enquête menée aux États-Unis par Yahoo News/YouGov les 20 et 21 mai a révélé que 44 % des républicains, et au moins 50 % des téléspectateurs de Fox News, pensent réellement que Bill Gates prévoit d'utiliser un vaccin contre la COVID-19 pour « pucer » l'ensemble de la population. Il n'est certes pas possible d'empêcher totalement l'irrationalisme, les pseudo-sciences et la paranoïa de se servir des plateformes de communication sociale pour conquérir une audience, pas plus que d'empêcher des intérêts politiques mesquins de soutenir l'irrationalisme, les pseudo-sciences et la paranoïa à des fins personnelles, mais en l'absence de réponse, ces phénomènes trouvent un écho qu'ils ne méritent pas. De façon similaire, il ne suffit pas de proclamer les bienfaits de la science pour rétablir le dialogue avec les individus qui tendent à s'en méfier ou à la rejeter.

Dans un article de la revue Nature publié le 13 mai, des chercheurs de l'Université George-Washington ont analysé des discussions sur la vaccination menées sur Facebook au moment de l'épidémie de rougeole de 2019. Ces conversations, auxquelles ont pris part 100 millions de personnes, ont été alimentées par trois camps : ceux en faveur de la vaccination, ceux opposés à la vaccination et quelque 50 millions d'indécis (par exemple, un groupe de parents d'élèves qui abordait la question de la vaccination sans qu'un consensus se dégage). Si le camp provaccination était numériquement le plus important, les groupes antivaccination étaient trois fois plus nombreux que les groupes provaccination, et ils grossissaient plus rapidement. À supposer que cette tendance se poursuive, les chercheurs affirment qu'en l'espace d'une décennie, les opinions opposées à la vaccination seront majoritaires sur Facebook.

Par ailleurs, les groupes Facebook prônant la vaccination étaient généralement regroupés ensemble, comme s'ils s'adressaient à eux-mêmes plutôt qu'aux indécis, alors que les militants antivaccination se mêlaient étroitement aux indécis. D'après les chercheurs, « cela signifie que les groupes provaccination [...] ignorent parfois tout du conflit qui se joue et peuvent avoir l'impression erronée de remporter la bataille ».

Les militants antivaccination démontraient en outre une parfaite maîtrise des techniques de persuasion utilisées dans les médias sociaux et se comportaient comme s'ils menaient une campagne politique, ce qui était à vrai dire le cas. (S'il restait le moindre doute à ce sujet, mi-mai, des chercheurs de l'Université Carnegie-Mellon ont indiqué que, sur les 200 millions de messages sur la COVID-19 publiés depuis janvier sur Twitter, 45 % étaient probablement générés par des robots. « Selon nous, ils s'apparentent à une machine de propagande », a déclaré Kathleen Carley, professeure en informatique à l'Université Carnegie-Mellon.) Alors que le camp provaccination délivrait inlassablement le même message – les vaccins sont sûrs –, les antivaccins véhiculaient plusieurs messages afin de cibler différents types d'indécis. Comme l'a décrit Kevin Roose, journaliste au New York Times, les mères de famille « bobos » pouvaient être abordées par le biais de thérapies holistiques semant le doute sur la vaccination, tandis que les conservateurs pouvaient être ciblés par des messages soulignant les dangers d'une vaccination rendue



obligatoire par le gouvernement. « Ils manipulent les médias avec habileté », a constaté Kevin Roose. « Ce sont des communicateurs hors pair qui savent parfaitement exploiter les faiblesses des plateformes de médias sociaux » et les efforts à fournir pour lutter contre la désinformation devront être aussi tenaces et calculés. « Pour nous remettre de cette pandémie, nous devons mobiliser un mouvement provaccination démontrant un investissement, une maîtrise des technologies Internet et une force de persuasion tout aussi remarquables que le mouvement antivaccination. Nous devons agir rapidement, en nous appuyant sur l'inventivité et l'empressement des scientifiques qui développent le vaccin. »

Kathryn Hill, directrice générale de MediaSmarts – un organisme sans but lucratif qui œuvre pour l'éducation aux médias et a été chargé par le ministère du Patrimoine canadien de réaliser une campagne publicitaire d'intérêt public sur la COVID-19 –, rappelle qu'il n'y a pas si longtemps, personne n'imaginait qu'il pourrait être nécessaire d'alimenter les moteurs de recherche en informations expliquant que la Terre est ronde, mais en l'absence d'actions, on a cédé le terrain des médias sociaux aux fanatiques persuadés que la Terre est plate. De façon similaire, Renée DiResta, directrice de la recherche au sein de l'Observatoire d'Internet de l'Université Stanford, constate que « de nos jours, il est difficile d'obtenir des informations fiables, car celles qui remontent à la surface sont essentiellement déterminées par la réussite de leur campagne de marketing ».

Quatre actions au moins sont donc indispensables pour lutter contre le dommage social découlant de la désinformation en science.

1. Premièrement, un dialogue permanent devra être établi avec les entreprises de médias sociaux concernant leurs responsabilités à l'égard de l'intérêt général. Les plateformes de médias sociaux ne sont pas elles-mêmes la source des fausses informations, mais ce sont les vecteurs qui permettent à ces dernières d'attirer l'attention, de recruter des partisans et de se propager.
2. Deuxièmement, il sera nécessaire de mieux comprendre les dimensions politiques du scepticisme envers la science et de l'attrait pour les pseudo-sciences. Pourquoi la méfiance et la désillusion à l'égard de la science se sont-elles alignées sur certaines fréquences du spectre politique et quelles en sont les conséquences?
3. Troisièmement, nous devons développer une compréhension beaucoup plus approfondie de la manière dont la désinformation se propage dans les médias sociaux de façon à savoir où et comment la combattre, et comment établir un dialogue fructueux avec les citoyens.
4. Enfin, nous devons accepter que pour venir à bout de la désinformation pernicieuse, il sera nécessaire de mener une campagne continue de sensibilisation de la population, soutenue par les plateformes de médias sociaux et fondée sur les considérations ci-dessus. Les dangers que représente la désinformation scientifique pour le bien-être collectif, comme nous avons pu le constater durant la première phase de la pandémie, sont bien trop importants pour la laisser se propager sans retenue et sans réponse.

À partir de maintenant, si nous accordons un tant soit peu d'importance à la raison et à la compréhension scientifique, nous devons admettre que nous sommes engagés dans une guerre de propagande, et qu'elle ne cessera pas.

BIBLIOGRAPHIE

- Allyn, Bobby, « Researchers: Nearly half of accounts tweeting about coronavirus are likely bots », NPR, 20 mai 2020, <https://www.npr.org/sections/coronavirus-live-updates/2020/05/20/859814085/researchers-nearly-half-of-accounts-tweeting-about-coronavirus-are-likely-bots>.
-
- Barry, John M., « How the horrific 1918 flu spread across America », Smithsonian Magazine, novembre 2017, <https://www.smithsonianmag.com/history/journal-plague-year-180965222/>.
-
- Bell, Karissa, « Twitter clamps down on coronavirus hoaxes and fake “experts” », Engadget, 18 mars 2020, <https://www.engadget.com/2020-03-18-twitter-clamps-down-on-coronavirus-hoaxes-and-fake-experts.html>.
-
- Berthiaume, Lee, « Canadians divided over making COVID-19 vaccine mandatory: poll », CTV News, 28 avril 2020, <https://www.ctvnews.ca/health/coronavirus/canadians-divided-over-making-covid-19-vaccine-mandatory-poll-1.4914824>.
-
- Bethea, Charles, « The Federalist as “medical journal” in the time of the coronavirus », New Yorker, 12 avril 2020, <https://www.newyorker.com/news/news-desk/the-federalist-as-medical-journal-in-the-time-of-the-coronavirus>.
-
- Black, Conrad, « Fear of COVID-19 is overblown, it’s time to get the economy moving again », National Post, 8 mai 2020, <https://nationalpost.com/opinion/conrad-black-fear-of-covid-19-is-overblown-its-time-to-get-the-economy-moving-again>.
-
- Black, Conrad, « The world succumbed to a pandemic of hysteria, more than a virus », National Post, 27 mars 2020, <https://nationalpost.com/opinion/conrad-black-on-covid-19-the-world-succumbed-to-a-pandemic-of-hysteria-more-than-a-virus>.
-
- Boxwell, Robert, « The blame game: the origins of COVID-19 and the anatomy of a fake news story », South China Morning Post, 4 avril 2020, <https://www.scmp.com/magazines/post-magazine/long-reads/article/3078417/how-chinas-fake-news-machine-rewriting-history>.
-
- Brennan, J. Scott, Felix Simon, Philip N. Howard, et Rasmus Kleis Nielsen, Types, sources and claims of COVID-19 misinformation, Reuters Institute, University of Oxford, 7 avril 2020, <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/types-sources-and-claims-covid-19-misinformation>.
-
- Carleton University, Carleton researchers find Canadians worried as lockdown pressures ease, Carleton University Newsroom, 19 mai 2020, <https://newsroom.carleton.ca/2020/carleton-researchers-find-canadians-worried-as-lockdown-pressures-ease/>.
-
- Carleton University, New Carleton study finds COVID-19 conspiracies and misinformation spreading online, Carleton University Newsroom, 20 mai 2020, <https://newsroom.carleton.ca/2020/new-carleton-study-finds-covid-19-conspiracies-and-misinformation-spreading-online/>.
-
- Cheung, Christopher, « COVID-19’s other symptom? Viral misinformation », The Tyee, 1er avril 2020, https://thetyee.ca/News/2020/04/01/Corona-Viral-Misinformation/?utm_source=twitter&utm_medium=social&utm_content=040120-1&utm_campaign=editorial-0420.
-
- Choudhury, Saheli Roy, « Singapore’s law minister says that to counter fake news, more information must be given », CNBC, 8 avril 2020, <https://www.cnbc.com/2020/04/08/singapore-law-minister-on-tackling-fake-news-during-coronavirus-pandemic.html>.
-
- Deutch, Gabby, « How one particular coronavirus myth went viral », Wired, 19 mars 2020, <https://www.wired.com>.



[com/story/opinion-how-one-particular-coronavirus-myth-went-viral/](https://www.edelman.com/research/trust-2020-spring-update).

Edelman Trust Barometer, 2020 Edelman Trust Barometer spring update: Trust and the COVID-19 pandemic, 5 mai 2020, <https://www.edelman.com/research/trust-2020-spring-update>.

Enders, Adam, et Joseph E. Uscinski, « Conspiracy theories run rampant when people feel helpless. Like now », Washington Post, 5 mai 2020, <https://www.washingtonpost.com/outlook/2020/05/05/coronavirus-conspiracy-theories-pandemic/>.

FullFact, Here's where those 5G and coronavirus conspiracy theories came from, 9 avril 2020, <https://fullfact.org/online/5g-and-coronavirus-conspiracy-theories-came/>.

Gallagher, Fergal, « Tracking hydroxychloroquine misinformation: how an unproven COVID-19 treatment ended up being endorsed by Trump », ABC News, 22 avril 2020, <https://abcnews.go.com/Health/tracking-hydroxychloroquine-misinformation-unproven-covid-19-treatment-ended/story?id=70074235>.

Ginn, Aaron, « Evidence Over Hysteria – COVID-19 », Medium, 20 mars 2020; article retiré de la plateforme le 21 mars 2020, désormais accessible sur le site Zero Hedge, <https://www.zerohedge.com/health/covid-19-evidence-over-hysteria>.

Graves, Frank, « Northern populism », EKOS Politics, 27 novembre 2019, <http://www.ekospolitics.com/index.php/2019/11/northern-populism/>.

GreatGameIndia, « Coronavirus bioweapon – how China stole coronavirus from Canada and weaponized it », GreatGameIndia, 26 janvier 2020, <https://greatgameindia.com/coronavirus-bioweapon/>.

Gregory, John, et Kendrick McDonald, « Trail of deceit: the 13 most popular COVID-19 myths and how they emerged », NewsGuard, 28 avril 2020, <https://www.newsguardtech.com/covid-19-myths/>.

Haber, Noah, Molly Wood, et James Heathers, « Flattening the Curve of Armchair Epidemiology », Medium, 19 mars 2020, <https://medium.com/@noahhaber/flatten-the-curve-of-armchair-epidemiology-9aa8cf92d652>

Hofstadter, Richard, « The paranoid style in American politics », Harper's, novembre 1964.

Johnson, Neil F., Nicolas Velásquez, Rhys Leahy, Nicholas Gabriel, Sara El Oud, Minzhang Zhen, Pedro Manrique, Stefan Wuchty, et Yonatan Lupu, « The online competition between pro- and anti-vaccination views », Nature, 13 mai 2020, <https://www.nature.com/articles/s41586-020-2281-1>.

Jin, Kang-Xing, Keeping people safe and informed about the coronavirus, Facebook, 4 mai 2020, <https://about.fb.com/news/2020/05/coronavirus/>.

Kantar Canada Inc., Canadian government has strong approval rating for coronavirus response and highest degree of trust in future decisions compared to other G7 nations, 30 mars 2020, <https://www.newswire.ca/news-releases/canadian-government-has-strong-approval-for-coronavirus-response-and-highest-degree-of-trust-in-future-decisions-compared-to-other-g7-nations-855268825.html>.

King's College London, Life under lockdown: coronavirus in the U.K., 9 avril 2020, <https://www.kcl.ac.uk/news/life-under-lockdown-coronavirus-in-the-uk>.

Krebbs, Brian, « Who's behind the "reopen" domain surge? », KrebsonSecurity, 20 avril 2020, <https://krebsonsecurity.com/2020/04/whos-behind-the-reopen-domain-surge/>.

Léger, Préoccupation face à la COVID-19, 28 avril 2020, <https://leger360.com/fr/sondages/preoccupation-face-a-la-covid-19-28-avril-2020/>.

Lewandowsky, Stephen, « How do you stop the spread of misinformation? », The World, 22 avril 2020, <https://www.pri.org/stories/2020-04-22/how-do-you-stop-spread-misinformation>.

Li, Heidi Oi-Yee; Adrian Bailey, David Huynh, et James Chan, « YouTube as a source of information on COVID-19: a pandemic of misinformation? », BMC Global Health, vol. 5, no 5 (2020), <https://gh.bmj.com/content/5/5/e002604>.

Ling, Justin, « I called out a Sun columnist for spreading a COVID-19 conspiracy theory, and she did not take it well », Canadaland, 23 avril 2020, <https://www.canadalandshow.com/candice-malcolm-coronavirus-conspiracy-theory/>.

Macpherson, Lisa, « How are platforms responding to this pandemic? », Public Knowledge, 13 mai 2020, <https://misinfotrackingreport.com>.

Malcolm, Candice, « It's time to double check the experts' COVID-19 work », Toronto Sun, 28 mars 2020, <https://torontosun.com/opinion/columnists/malcolm-its-time-to-double-check-the-experts-covid-19-work>.

Malcolm, Candice, « Don't let anyone stop you from asking tough questions about China », Toronto Sun, 17 avril 2020, <https://torontosun.com/opinion/columnists/malcolm-dont-let-anyone-stop-you-from-asking-tough-questions-about-china>.

Mantas, Harrison, « Fact-checkers like Facebook's new moves on COVID-19 misinformation, but still hope more will be done », Poynter, 24 avril 2020, <https://www.poynter.org/fact-checking/2020/fact-checkers-like-facebooks-new-moves-on-covid-19-misinformation-but-still-hope-more-will-be-done/>.

McLaughlin, Kelly, « Trump is letting his social distancing guidelines expire, but 76 percent of Americans support or strongly support locking down for another two weeks », Business Insider, 30 avril 2020, <https://www.businessinsider.com/majority-of-americans-support-locking-down-for-longer-poll-2020-4>.

Merlan, Anna, « “Plandemic” is dangerous, viral nonsense », Vice, 8 mai 2020, https://www.vice.com/en_us/article/93597a/plandemic-viral-nonsense-judi-mikovits-plague-of-corruption?utm_source=iterable&utm_medium=email&utm_campaign=curated_vice_daily_1023202.

Miller, Greg, « Researchers are tracking another pandemic, too – of coronavirus misinformation », Science, 24 mars 2020, <https://www.sciencemag.org/news/2020/03/researchers-are-tracking-another-epidemic-too-misinformation>.

Molter, Vanessa, et Graham Webster, Coronavirus conspiracy claims: What's behind a Chinese diplomat's COVID-19 misdirection, Stanford Internet Observatory, 31 mars 2020, <https://cyber.fsi.stanford.edu/io/news/china-covid19-origin-narrative>.

Nelson, Jacob L., « The media sounded the alarm on coronavirus for months – but few listened. Why? », NiemanLab, 27 mars 2020, <https://www.niemanlab.org/2020/03/the-news-media-sounded-the-alarm-on-coronavirus-for-months-but-few-listened-why/>.

NewsGuard, « Tracking Facebook's COVID-19 misinformation “super-spreaders” », NewsGuard, 23 avril 2020, <https://www.newsguardtech.com/superspreaders/>.

NewsGuard, « Coronavirus misinformation tracking centre », NewsGuard, 21 mai 2020, <https://www.newsguardtech.com/coronavirus-misinformation-tracking-center/>.

Ohlheiser, Abby, « How COVID-19 conspiracy theorists are exploiting YouTube culture », MIT Technology Review, 7 mai 2020, <https://www.technologyreview.com/2020/05/07/1001252/youtube-covid-conspiracy-theories/>.

Onion, Rebecca, « These people aren't zombies. They're people », Slate, 16 avril 2020, <https://slate.com/human-interest/2020/04/ohio-protester-zombie-photo-coronavirus-interview.html>.

Pazzanese, Christina, « Battling the “pandemic of misinformation” », Harvard Gazette, 8 mai 2020, <https://news.harvard.edu/gazette/story/2020/05/social-media-used-to-spread-create-covid-19-falsehoods/>.



- Peel, Michael, et Sam Fleming, « EU warns of pro-Kremlin disinformation campaign on coronavirus », Financial Times, 17 mars 2020, <https://www.ft.com/content/d65736da-684e-11ea-800d-da70cff6e4d3>.
-
- Romano, Andrew, « New Yahoo News/YouGov poll shows coronavirus conspiracy theories spreading on the right may hamper vaccine efforts », Yahoo News, 22 mai 2020, <https://news.yahoo.com/new-yahoo-news-you-gov-poll-shows-coronavirus-conspiracy-theories-spreading-on-the-right-may-hamper-vaccine-efforts-152843610.html>.
-
- Roose, Kevin, « Get ready for a vaccine information war », New York Times, 13 mai 2020, <https://www.nytimes.com/2020/05/13/technology/coronavirus-vaccine-disinformation.html>.
-
- Schabas, Richard, « Strictly by the numbers, the coronavirus does not register as a dire global crisis », Globe and Mail, 9 mars 2020, <https://www.theglobeandmail.com/opinion/article-strictly-by-the-numbers-the-coronavirus-does-not-register-as-a-dire/>.
-
- Schabas, Richard, « The virus isn't going anywhere, says Ontario doctor », CBC TV, 22 mars 2020; retiré de la plateforme le 22 mars 2020, accédé sur le site de Yahoo News Canada, <https://ca.news.yahoo.com/virus-isnt-going-anywhere-says-121720522.html>.
-
- Schaeffer, Katherine, Nearly three-in-ten Americans believe COVID-19 was made in a lab, Pew Research Center, 8 avril 2020, <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2020/04/08/nearly-three-in-ten-americans-believe-covid-19-was-made-in-a-lab/>.
-
- Slotkin, Jason, U.K. cellphone towers ablaze as conspiracy theorists link 5G networks to COVID-19, NPR, 4 avril 2020, <https://www.npr.org/sections/coronavirus-live-updates/2020/04/04/827343675/u-k-cellphone-towers-ablaze-as-conspiracy-theories-link-5g-networks-to-covid-19>.
-
- Starbird, Kate, « How a crisis researcher makes sense of COVID-19 misinformation », OneZero, 9 mars 2020, <https://onezero.medium.com/reflecting-on-the-covid-19-infodemic-as-a-crisis-informatics-researcher-ce0656fa4d0a>.
-
- Starbird, Kate, Emma Spiro, et Jevin West, « This COVID-19 misinformation went viral. Here's what we learned », Washington Post, 8 mai 2020, <https://www.washingtonpost.com/politics/2020/05/08/this-covid-19-misinformation-went-viral-heres-what-we-learned/>.
-
- Swan, Betsy Woodruff, « State report: Russian, Chinese and Iranian disinformation narratives echo one another », Politico, 21 avril 2020, <https://www.politico.com/news/2020/04/21/russia-china-iran-disinformation-coronavirus-state-department-193107>.
-
- Thompson, Elizabeth, « Federal government open to new law to fight pandemic misinformation », CBC News, 15 avril 2020, <https://www.cbc.ca/news/politics/covid-misinformation-disinformation-law-1.5532325>.
-
- 3M, State of science index survey, 2020, https://www.3m.com/3M/en_US/state-of-science-index-survey/.
-
- Timberg, Craig, « On Twitter, almost 60 percent of false claims about coronavirus remain online — without a warning label », Washington Post, 7 avril 2020, <https://www.washingtonpost.com/technology/2020/04/07/twitter-almost-60-percent-false-claims-about-coronavirus-remain-online-without-warning-label/>.
-
- Trachtman, L.E., « The public understanding of science effort: A critique », Science, Technology and Human Values, 36 (été 1981).
-
- UNESCO, « During this coronavirus pandemic, “fake news” is putting lives at risk », UN News, 13 avril 2020, <https://news.un.org/en/story/2020/04/1061592>.
-
- University of Calgary, School of Public Policy, COVID-19 as a tool of information confrontation – Russia's approach, webinaire, 12 avril 2020, <https://www.policyschool.ca/events/>.

[covid-19-as-a-tool-of-information-confrontation-russias-approach/](#).

Van der Weerd, Willemien, Daniëlle R.M. Timmermans, Desirée J.M.A. Beaujean; Jurriaan Oudhoff, et Jim E. van Steenbergen, « Monitoring the level of government trust, risk perception and intention of the general public to adopt protective measures during the influenza A

(H1N1) pandemic in the Netherlands », BMC Public Health, 2011, <https://bmcpublihealth.biomedcentral.com/articles/10.1186/1471-2458-11-575>.

Wardle, Claire, « In conversation with Mathew Ingram », Columbia Journalism Review, 19 mars 2020, <https://galley.cjr.org/public/conversations/-M2nQwzTnoTwByleM7NC>.

Wardle, Claire, « In conversation with Mathew Ingram », Columbia Journalism Review, 1er mai 2020, https://galley.cjr.org/public/conversations/-M6BKUh7O4oS5l_jfA2X.

Warsaw Business Journal, « Hungary: First arrests for “spreading fake news” », Warsaw Business Journal, 17 mai 2020, <https://wbi.pl/hungary-first-arrests-for-spreading-fake-news/post/127074>.

Warzel, Charlie, « What we pretend to know about the coronavirus could kill us », New York Times, 3 avril 2020, <https://www.nytimes.com/2020/04/03/opinion/sunday/coronavirus-fake-news.html>.

Warzel, Charlie, « Open states, lots of guns. America is paying a heavy price for freedom », New York Times, 5 mai 2020, <https://www.nytimes.com/2020/05/05/opinion/coronavirus-deaths.html>.

Weber, Bob, « Canadians’ trust in science falling, poll suggests », CBC News, 23 septembre 2019, <https://www.cbc.ca/news/technology/science-survey-1.5291291>.

Wong, Julia Carrie, « Coronavirus: Facebook will start warning users who engaged with “harmful” misinformation », The Guardian, 16 avril 2020, <https://www.theguardian.com/technology/2020/apr/16/coronavirus-facebook-misinformation-warning>.

Wong, Julia Carrie, « “There is no absolute truth”: an infectious disease expert on COVID-19, misinformation and “bullshit” », The Guardian, 28 avril 2020, <https://www.theguardian.com/world/2020/apr/28/there-is-no-absolute-truth-an-infectious-disease-expert-on-covid-19-misinformation-and-bullshit>.

Wright, John, « Coronavirus doctor’s diary: “Fake news makes patients think we want them to die” », BBC, 19 avril 2020, <https://www.bbc.com/news/health-52337951>.

Xu, Jianhua, et Zongchao Peng, « People at risk of influenza pandemics: The

evolution of perception and behavior », PLoS ONE, 14 décembre 2015, <https://journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0144868>.

Zadrozny, Brandy, et Ben Collins, « As “#Plandemic” goes viral, those targeted by discredited scientist’s crusade warn of “dangerous” claims », NBC News, 7 mai 2020, <https://www.nbcnews.com/tech/tech-news/plandemic-goes-viral-those-targeted-discredited-scientist-s-crusade-warn-n1202361>.

ZeroHedge, « Did China steal coronavirus from Canada and weaponize it? » ZeroHedge, 26 janvier 2020, <https://www.zerohedge.com/geopolitical/did-china-steal-coronavirus-canada-and-weaponize-it>.

Zhao, Christina, « Tucker Carlson doesn’t think America should let medical experts make coronavirus decisions », Newsweek, 2 avril 2020, <https://www.newsweek.com/tucker-carlson-doesnt-think-america-should-let-medical-experts-make-coronavirus-decisions-1495898>.



Entrevues

- Neala Barton, vice-présidente, Communications stratégique et relations avec les intervenants, Institut canadien d'information sur la santé
- Kevin Chan, directeur des politiques publiques, Facebook Canada
- Alexis Conrad, en détachement comme sous-ministre adjoint, médias sociaux au Secrétariat COVID-19, Santé Canada
- Gallit Dobner, directrice, Centre pour la politique numérique internationale, Affaires mondiales Canada
- Marketa Geislerova, directrice adjointe, Affaires mondiales Canada
- Kathryn Hill, directrice générale, HabiloMédias
- Jennifer Hollington, sous-ministre adjointe, Communications et affaires publiques, Santé Canada et Agence de la santé publique du Canada
- Ken MacKillop, secrétaire adjoint du Cabinet, Communications et consultations, Bureau du Conseil privé
- David O'Toole, président-directeur général, Institut canadien d'information sur la santé
- Adnan Raja, Affaires mondiales Canada



**FORUM DES
POLITIQUES
PUBLIQUES**